

مارس
2014

DIALOGUE MEDITERRANEEN

N° 06

الحوار المتوسطي

Mars
2014



DIALOGUE MEDITERRANEEN

Revue académique spécialisée dans les sciences humaines
et sociales éditée par le laboratoire de recherche sur les
études orientalistes de civilisation du Maghreb Islamique
Université Djillali Liabes Sidi Bel Abbès - Algérie

N° 06
Mars 2014

ISSN 1112-945X

Dialogue Méditerranéen

Revue académique spécialisée dans les sciences Humaines
et Sociales éditée par le laboratoire de recherche sur les
études orientalistes de civilisation du Maghreb islamique
Université Djillali Liabes Sidi Bel Abbés- Algérie

N° 6

Mars 2014

ISSN: 1112-945X

Dépôt légal: 4402-2009

Dialogue Méditerranéen

Directeur de la Revue

Pr. Hanifi HALAILI

Rédacteur en chef

Dr. Abd EL Kader SAHRAOUI

Comité de la rédaction

Dr. Hamida Ben Brahim

Dr. Bel Abbès Missouri

Dr. Samir Mohamed Ayad

Dr. EZZINE Mohamed

Dr. Ghaouti Nouli

METADJER Soraya

Comité consultatif

Pr. Abd El Hamid Hadjiet (univ-Tlemcen)

Pr. Hmida Amiraoui (univ-Emir AEK)

Pr. Ibrahim Sadaoui (univ -Tunis)

Pr. BOURICHE Riad (univ- Constantine)

Pr. Abd El Aziz Laredj (univ- Alger)

Pr. Brahim MEHDID (univ-Oran)

Pr. Daho FAGHROUR (univ-Oran)

Dr. Abd El Kader DOHA (Univ-Khemise. M)

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Pr. BOURICHE Riadh : <i>Dynamique, action et performance des politiques publiques</i> | P. 05 |
| Dr. HALLOUCH Nadjou : <i>The Depressed Years: the Case of Colonial Nigeria (1929-1940)</i> | P. 21 |
| BENMANSOUR Radia : <i>ESP Syllabus Design A Theoretical Framework</i> | P. 34 |
| Dr. BEN BRAHIM, Hmida : <i>Eléments de lecture dans la préface du docteur ARKOUN Mohamed in Le Coran. Traduit de l'arabe par KASIMIRSKI. Chronologie et préface par Mohammed ARKOUN.</i> | P. 53 |

* Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Dynamique, action et performance des politiques publiques

Pr. BOURICHE Riadh

Université Mentouri Constantine

Expert Unicef – Algérie en Politiques publiques

Introduction

Etat animateur, propulsif, initiateur, les qualificatifs ne manquent pas pour désigner les mutations de l'agir étatique dans les différentes sociétés dans le cadre des politiques publiques visant le développement. Aujourd'hui, les politiques publiques ou les moyens d'action des pouvoirs publics sont sans cesse appelés à être renouvelés et diversifiés. Faut-il imaginer de nouveaux moyens d'action à cause des limites auxquelles sont confrontées les autorités concernant la régulation dite verticale relative au développement ? Parmi ces limites, on peut citer les obstacles dans la mise en œuvre des politiques publiques, les réactions imprévisibles des publics... Tous les pays, quelque soit leur développement, sont concernés par cette question de l'action des politiques publiques. Recours donc à des formes de politiques publiques plus souples, où l'action joue un rôle primordial et passe par l'identification, la formulation, la légitimation, l'incitation, l'expérimentation, la contractualisation, la coordination, l'évaluation, l'ajustement et l'amélioration.

Les profondes transformations qui ont touché le développement des différentes sociétés depuis la deuxième moitié du siècle dernier peuvent être expliquées par les manières dont interviennent les Etats. Ces transformations se présentent sous la forme d'un succès de l'Etat-régulateur, manifesté par l'importante multiplication des interventions publiques dans tous les domaines de la vie quotidienne, mais cette réussite s'est accompagnée d'une crise importante des modèles d'action qui semblaient avoir fait le succès même de l'Etat au cours des années soixante-dix. La question revient alors, dans la théorie consacrée à l'étude des politiques publiques, à se demander quels genres de politiques publiques (public policy making and implementation) peuvent conduire au développement.

Le processus de mise en œuvre des politiques publiques comprend plusieurs composantes : « la formulation de l'action », c'est-à-dire une « ébauche de solution au problème » ; « la mise en œuvre de l'action ou la conduite de l'action » : elle oblige en permanence les acteurs à « reformuler l'innovation en fonction des ressources disponibles » ; « l'observation des effets », c'est-à-dire les évaluations qui conduisent à reconsidérer les hypothèses souvent implicites de la

formulation de l'action initiale et à modifier les modalités de mise en œuvre des moyens. Dans cette perspective, il s'agit d'orienter les politiques publiques au développement, de les adapter aux exigences de la bonne gouvernance, et d'assurer leur performance et leur efficacité. Telle est la perspective théorique de cet article dont l'objectif est de fournir des éléments de réflexion sur les politiques publiques qui traitent des actions collectives productrices de dispositifs concrets.

I. Politiques publiques : cadre conceptuel et théorique

Les politiques publiques, qui font partie de la discipline la plus récente des sciences politiques, cherchent à rendre compte du développement des interventions de l'Etat et d'autres acteurs dans la société sectorielle. En effet, Gilles Massardier prend pour définition préalable d'une politique publique « celle qui consiste à y voir des dispositifs tangibles (un budget, du droit, des institutions spécialisées...) qui régissent un secteur de la société ou une activité (industrie chimique, agriculture, développement économique...), voire un projet (aménagement routier, ferroviaire...), des dispositifs issus d'une fabrication sociale collective et complexe par les acteurs (individus, entreprises, associations...) ou groupes d'acteurs (organisations professionnelles, mobilisations sociales plus sporadiques...), et des institutions publiques (nationales, locales) voire des organisations internationales »¹. Il ajoute qu'« il existe deux manières de faire les politiques publiques dans les sociétés occidentales. D'une part, la manière classique où les autorités publiques agissent, selon une "finalité choisie", à partir d'objectifs et des moyens définis *a priori* qui s'adressent à des "cibles" réceptives (modèle synoptique). D'autre part, la manière renouvelée où les autorités publiques ne possèdent plus le monopole de fabrication des politiques publiques mais doivent, au contraire, "faire avec" une multiplicité d'acteurs qui projettent leurs "finalités vécues" dans le processus de fabrication des politiques publiques (le modèle des ajustements mutuels ou action publique) »².

Dans ce sens, Pierre Muller ³ précise que la notion des politiques publiques est principalement d'origine anglo-saxonne et qu'elle a connu un développement très important aux Etats-Unis depuis les années cinquante. De ce fait, la tradition anglo-saxonne qui a pour base la notion de « Government » est profondément ancrée dans l'étude et les recherches des politiques publiques. Dans ce contexte, la question centrale qui se pose est : comment la formation des intérêts peut-elle conduire à la mise en place des politiques publiques efficaces correspondant aux objectifs du développement⁴ ?

Ce qui caractérise le mieux le renversement opéré par l'étude des politiques publiques est le fait qu'elle entend saisir l'Etat à partir de son action, c'est-à-dire à partir de ses outputs et si possible, ainsi que le rappelle Patrice Duran, à partir de ses « outcoms »⁵. En effet, l'étude et l'analyse des politiques publiques propose aux chercheurs une boîte à outils constituée de concepts – acteur, pouvoir, stratégie, expertise, information... - qui permettent d'ouvrir enfin la boîte noire de l'Etat en s'interrogeant non plus seulement sur ses déterminants mais aussi sur son fonctionnement⁶. En effet, l'étude des politiques publiques a contribué à sociologiser le regard sur l'Etat, dans la mesure où, au lieu de se saisir de l'Etat par le haut et en bloc, elle va permettre de l'observer par le bas et en détail, ce qui permet de comprendre comment l'action des politiques publiques et de l'Etat influe sur le développement.

En outre, ce qui a fait le succès de l'analyse des politiques publiques, qui lui a permis de dépasser les approches traditionnelles, notamment juridiques, de l'Etat en ouvrant « la boîte noire », est une posture fondée sur l'individualisme méthodologique mettant au centre de l'analyse l'observation du comportement et des stratégies des acteurs qui composent les systèmes d'action étudiés. Cette approche inductive repose fondamentalement sur l'idée que c'est à partir de l'observation des acteurs et des stratégies mises en œuvre par ces derniers que la société globale pourra être analysée. Une telle approche s'interdit de rendre compte de la complexité des relations entre l'acteur et le système. Elle ne permet pas de comprendre comment l'acteur est à la fois contraint par le global tout en étant acteur de ce global, ce qui signifie que, dans ce global, il y a quelque chose de plus qui transcende en quelque sorte les stratégies des acteurs individuels ou collectifs en ne se réduisant pas à la somme des comportements individuels⁷.

Par contre, l'approche cognitive des politiques publiques relève d'un constructivisme modéré (tout n'est pas construit) qui met en avant l'irréductibilité de la fonction politique par rapport aux processus d'expression des intérêts. Donc le point de départ de l'analyse cognitive des politiques publiques est le constat selon lequel il y a lien entre les politiques publiques et le développement. Bien entendu, il s'agit d'avancer que les politiques publiques n'ont pas seulement un lien avec le traitement des problèmes publics, dont l'existence est incontestable, et que la relation entre politiques publiques et problèmes publics touche aussi la question du développement qui est beaucoup plus complexe.

Comme le montre bien Jean Leca⁸, le dilemme des gouvernements qui fabriquent les politiques publiques est de se montrer à la fois responsive (conscient des problèmes et des demandes de la population), accountable (susceptible de

rendre compte de son action, ce qui suppose qu'il sache ce qu'il fait et quels en sont les résultats) et problem solving (capable de résoudre les problèmes) alors même que personne ne sait vraiment mesurer l'impact des politiques publiques sur les problèmes qu'elles veulent traiter, comme le soulignait déjà, il y a longtemps, Charles Lindblom⁹.

L'on peut donc considérer que les politiques publiques peuvent constituer une pratique de décisions et d'élaboration de politiques servant à entretenir la structure organisationnelle des différents secteurs de l'Etat et à réaliser des actions dans un objectif de protection de la société à l'intérieur comme à l'extérieur pour viser le développement.

Ceci est confirmé d'une autre manière par Pierre Muller¹⁰ qui souligne qu'il y a politique publique lorsqu'une autorité politique locale ou nationale, tente, au moyen d'un programme d'action coordonné, de modifier l'environnement culturel, social ou économique d'acteurs sociaux saisis en général dans une logique sectorielle. Tout cela permet de mettre en évidence l'objet des politiques publiques et fait dire à ce même auteur qu'il s'agira de saisir une politique publique comme un processus de médiation sociale, dans la mesure où l'objet de chaque politique publique est de prendre en charge les désajustements qui peuvent intervenir entre un secteur et d'autres secteurs, ou encore entre un secteur et la société globale. En effet, chaque secteur de la société se régénère en se transformant et en modifiant ses liens avec les autres secteurs, ce qui rend le développement possible.

II. Politiques et action publiques pour un objectif de développement

La question des politiques publiques a connu au cours des vingt dernières années un essor tel qu'il est difficile de l'ignorer dans les études sur l'impact qu'elle a sur le développement au sens global du mot. Les étapes à suivre dans les politiques publiques sont nécessaires à ajuster, améliorer et développer la société globale sectorielle. Dans ce sens, l'approche des politiques publiques en termes séquentiels, qui vise justement l'amélioration des programmes d'action politique, dans un objectif de développement, a été particulièrement popularisée par des travaux américains, notamment ceux de Charles O. Jones¹¹ qui propose une grille d'analyse en cinq étapes : *program identification* (l'identification du problème est la phase où le problème est intégré dans le travail gouvernemental), *program development* (le développement du programme est la phase de traitement proprement dit du problème), *program implementation* (la mise en œuvre du programme est la phase d'application des décisions), *program evaluation* (l'évaluation du programme est une phase pré-terminale de mise en perspective des

résultats du programme) et *program termination* (la terminaison du programme est une phase de clôture de l'action ou de mise en place d'une nouvelle action. Cette dernière phase suppose la résolution du problème et la terminaison de l'action).

Ces étapes constituent la base de l'élaboration et de l'exécution de n'importe quel programme gouvernemental qui conduirait au développement. Ce type de grille permet d'embrasser de manière particulièrement cohérente les multiples facettes de l'action politique. A condition, cependant, de ne pas l'appliquer de manière trop systématique, comme le reconnaissent d'ailleurs les promoteurs de ce type d'approche.

Des politiques publiques qui réussissent doivent toujours s'inscrire dans un cadre général d'action pour permettre de les distinguer de simples mesures isolées. Il est certain, en tout cas, que l'existence de ce cadre général n'est jamais donnée et doit toujours faire l'objet d'une recherche. Le terme de politiques publiques, qui est utilisé dans des contextes très variés (la politique étrangère, la politique de la santé, la politique économique, la politique de circulation des grandes villes, la politique des transports, la politique de l'éducation et de l'enseignement supérieur...), est souvent défini de manière à entrer dans le sujet sans en fixer les contours à l'avance. En effet, la gestion des affaires de l'Etat nécessite une continuité dans l'action et il est nécessaire pour tout gouvernement d'évaluer les actions des politiques publiques précédentes et d'évoquer les perspectives et les projections de son action à moyen et long terme. Un programme de politiques publiques doit définir, entre autres, les objectifs à atteindre, les délais de réalisations et les ressources à mobiliser. Généralement, ces éléments permettent aux différents acteurs d'analyser la faisabilité de ce qui est annoncé, le suivi et le contrôle¹².

Pour atteindre un niveau de développement satisfaisant, l'Etat et tous les acteurs concernés par les politiques publiques doivent se montrer volontaristes et appliquer la démarche qu'ils entendent promouvoir dans l'ensemble de la société. Le développement sera ainsi intégré dans toutes les politiques publiques et dans la dynamique de réformes enclenchée par tous les secteurs. La prise en compte du développement dans l'action de l'Etat revêtira de multiples formes. Ainsi, de nouveaux instruments de mesure et d'évaluation seront mis en place pour intégrer les critères de développement. De même, il serait intéressant de créer un réseau d'échange alimenté par les services statistiques.

Dans les politiques publiques, plusieurs tâches majeures pour le développement peuvent se définir, parmi lesquelles élever la qualité, l'efficacité et la compétitivité de l'économie, garantir une croissance économique rapide et

durable, promouvoir le développement humain sur tous les plans, assainir l'environnement social et naturel et édifier une administration puissante et de haute efficacité, prévenir la corruption, le gaspillage et la bureaucratie, élargir la démocratie en intégrant les éléments fondamentaux qui lui permettent de se renforcer, et rehausser la discipline et l'ordre dans l'appareil d'Etat et dans la société. A cet effet, les politiques publiques auront pour objectif de concentrer leur tâche sur la définition des programmes d'action permettant la réalisation de plans ambitieux.

III. Politiques publiques à l'épreuve de la bonne gouvernance

La bonne gouvernance doit mettre l'accent sur la transformation des formes de l'action publique et mettre également en évidence le déplacement des responsabilités qui s'opère entre les institutions publiques, la société civile et les forces du marché, c'est-à-dire la mise en commun de leurs ressources, de leurs expertises et de leurs projets, en créant une nouvelle coalition d'actions dans un contexte démocratique. Cette bonne gouvernance n'est alors envisagée qu'à travers des modes de coordination sous l'égide des institutions étatiques permettant une meilleure efficacité de l'action publique. Cette conception repose sur le principe de séparation des pouvoirs dans un Etat de droit : la « transparency » avec le prolongement de la liberté d'information, l'« accountability » avec la bonne gestion publique, l'« empowerment » avec l'idée d'administration consultative, le « government effectiveness » avec l'efficacité de l'action de l'Etat et la « political stability » avec la stabilité politique¹³.

En effet, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, les politiques publiques sont considérées comme l'action efficace des autorités publiques s'appuyant sur un programme d'action gouvernementale dans tous les secteurs de la société : l'amélioration du secteur de santé, la sécurité, la consolidation de l'infrastructure de base, le bon aménagement du territoire, la mise en œuvre de bonnes politiques sociales, la bonne gestion de la dette... Dans ce sens, selon Dominique Chagnollaude¹⁴, « une politique publique est le produit de l'activité d'une autorité investie de puissance publique et de la légitimité gouvernementale. L'interrogation se déplace donc par rapport à la problématique élitiste (qui gouverne ?) et s'intéresse au résultat de l'action gouvernementale, ses acteurs, ses processus. En ce sens, cette approche veut rompre justement avec le mythe de l'acteur unique, rationnel – « le décideur » - pour adopter une vision plus réaliste en étudiant le contenu d'une activité publique, le programme d'actions et de décisions qu'il met en œuvre et ses orientations, les « publics » visés par cette politique et ses effets ».

Les politiques publiques sont donc adossées à la puissance publique, c'est-à-dire qu'elles s'ancrent dans ce que les anglo-saxons appellent l'action efficace des gouvernants élus et de l'administration. Dans la lignée de cette vision, l'auteur américain Théodore L. Lowi évoque quatre types de politiques publiques¹⁵ :

- Le premier type, celui des politiques dites constitutives, correspond aux actes de définition des règles sur les règles. On peut également les appeler politiques institutionnelles, c'est-à-dire celles qui ont pour objet principal la promotion ou la transformation d'institutions étatiques ou sociétales.
- Le second type concerne les politiques réglementaires régissant les comportements des individus comme ceux ayant trait à la santé, aux conduites disciplinaires (respect du code de la route...).
- Le troisième type est celui des politiques distributives. Il s'agit d'un octroi de biens publics par les autorités publiques. Ils peuvent consister en des biens matériels (ouvrages routiers, services postaux...) ou bien d'autres types de biens, notamment la réglementation juridique comme celle du droit de propriété, ou bien les autorisations et accords par les autorités publiques pour la réalisation ou la poursuite d'une activité industrielle ou commerciale : les opérations de certification et de contrôle des normes édictées par les autorités, les autorisations de construction, les autorisations de fabrication et de commercialisation. Les politiques distributives sont évaluées par l'économie publique en terme d'efficacité calculée selon des ratios coûts /avantages.
- Le quatrième type se place du côté de l'équité en la matière de politiques redistributives. Il s'agit ici d'organiser la redistribution des revenus dans une société en permettant aux plus démunis d'accéder à des avantages selon différents critères (les politiques sociales de l'Etat providence ou assurantiel).

En revenant à la question de l'émergence des politiques publiques, on est conduit à retenir un concept qui est l'agenda politique, défini comme l'ensemble des problèmes perçus, appelant un débat public, voire l'intervention des autorités politiques légitimes. Pour qu'un problème soit placé sur un agenda gouvernemental, trois conditions doivent être réunies : il doit relever de la compétence de l'autorité publique, être l'objet d'une perception réellement problématique et de points de vue différents susceptibles d'être débattus publiquement¹⁶.

En ce sens, l'analyse classique des politiques publiques ou des actions de l'Etat est celle des critères de maximisation des ressources de l'administration pour

réaliser des programmes à partir d'un système décisionnel rationalisé à la fois dans son processus, son contenu et ses objectifs.

IV. Politiques publiques et processus décisionnel

L'opération qui consiste à élaborer ou prendre une décision politique ou administrative est une opération relativement complexe qui est entourée de contraintes et de problèmes. Tout d'abord, l'on peut remarquer, selon Pierre Muller, que l'approche traditionnelle de la décision politique se compose de l'identification du problème pouvant toucher n'importe quel secteur de l'Etat, de la formulation de tous les programmes et de toutes les solutions possibles de ce problème, de la légitimation et de l'exécution d'un programme, et de l'évaluation de ce même programme. Il s'agit d'une approche séquentielle où l'on retrouve le caractère à la fois linéaire, libre et rationnel¹⁷.

Ce type d'approche séquentielle comporte de multiples insuffisances, car dans la réalité l'ordre des étapes peut être modifié pour diverses raisons : la décision politique peut être prise avant que le problème soit posé ; il est difficile de définir ce qu'est un problème politique, car tout problème social est susceptible de devenir politique, et tout problème politique est nécessairement un "construit" social aboutissant à l'insertion du problème dans les priorités du décideur ; l'effectivité de la décision dépend de son exécution (il est possible à l'administration, par exemple, de ne pas exécuter une décision politique).

Ensuite, l'approche systémique de la décision politique prétend remédier dans une large mesure aux carences de l'approche traditionnelle. Elle remplace le principe de la linéarité par celui de la circularité : la décision est saisie dans un processus qui n'a pas son point de départ dans l'inscription du problème à l'agenda politique¹⁸.

Ce dernier est le milieu décisionnel central, qui, selon Catherine Grémion¹⁹, est le noyau des dirigeants politiques et administratifs au cœur du processus décisionnel, ce qui n'exclut pas l'intervention parfois décisive d'acteurs périphériques dans ce processus. Mais, d'après March et Simon, la décision elle-même est un mythe, qu'elle soit étrangère à la volonté des acteurs ou que son imputation à des acteurs identifiés relève du jeu politique. Surtout, la rationalité de l'acteur relève aussi du mythe tant son impossible connaissance complète des opportunités, l'imprévisibilité des circonstances, la pluralité des critères de choix et l'impossibilité de les hiérarchiser de façon scientifique ainsi que la tension inhérente au processus décisionnel, rendent vaine l'idée de la décision rationnelle.

Dans ce sens, March et Simon²⁰ veulent montrer qu'un décideur, même « intelligent », ne peut procéder à un inventaire systématique et complet des options parce qu'il ne peut les percevoir de façon synoptique mais seulement successivement. Ces spécialistes préfèrent donc évoquer la rationalité limitée du décideur, l'envisager dans un contexte marqué par la complexité et comme une transition entre le réel et le souhaitable, entre les contraintes d'une situation donnée et un problème à résoudre. La décision doit donc s'analyser comme un processus conditionné par plusieurs facteurs²¹ :

- la contrainte de rôle du décideur constitué d'attentes, de comportements et de réactions de la part des autres (qui favorisent le conservatisme) : chacun attend ainsi du décideur public de se couler dans un certain nombre de règles qui brident toute innovation ;
- les procédures souvent complexes que le décideur affronte : les règles officielles précisant la procédure à suivre, les circuits de communication influant sur la sélection de la solution finale, la division des tâches. Dans cette perspective, la décision échappe largement au décideur ;
- la diversité des intérêts en présence et de rationalités particulières de l'organisation et de ses acteurs : les échelons supérieurs censés détenir la décision ne contrôlent pas en fait l'essentiel du pouvoir des échelons inférieurs contrôlant des zones d'incertitude ;
- l'anarchie organisée qui peut présider aux décisions : il est impossible d'identifier un décideur même si des décisions sont prises. Décideur ou victime de procédures, il peut arriver aussi que le décideur ne décide rien.

Les modèles d'analyse du processus décisionnel renvoie à deux variantes : la première insiste sur l'influence du décideur qui choisit la décision la plus rationnelle et sait démêler les fils d'une situation complexe ; dans la deuxième, la décision échappe au décideur victime des procédures, ou ratifiant des compromis et n'est prise par personne d'identifiable. Elle fait intervenir toute une série d'acteurs plus soucieux d'éviter des erreurs pour eux-mêmes que de résoudre un problème.

Par ailleurs, aborder le problème de l'administration²² face à la politique et parfois même face aux groupes de pression a longtemps été tabou même dans les pays développés. L'administration est toujours présentée comme un outil, un objet au service de la société. Elle est donc toujours perçue comme un instrument du pouvoir. Cette conception instrumentale de l'administration repose sur le postulat que l'administration est un appareil spécialisé et professionnalisé dont l'unique fonction est d'exécuter les orientations décidées par les politiques publiques, qui

s'imposent à elle avec une force contraignante ; il y a donc à la fois séparation de l'administration et du politique, et subordination de l'administration au politique.

Ce postulat ancien repose sur des fondements idéologiques eux-mêmes anciens. On considère traditionnellement que le principe de l'autorité du pouvoir exécutif sur l'administration est un principe démocratique²³.

Autrement dit, les décisions administratives représentent la mise en œuvre et l'application de la volonté politique ou des décisions politiques. D'une manière générale, elles représentent l'application des politiques publiques. La frontière entre les décisions administratives et les décisions politiques se trouve au niveau des cabinets des ministères. Tous les services inférieurs hiérarchiquement aux cabinets des ministères font partie de l'administration générale et par conséquent ils élaborent les décisions administratives, tandis que tout ce qui se trouve supérieur hiérarchiquement aux cabinets des ministères, à savoir le gouvernement et la présidence, représente l'ensemble des décisions politiques, c'est-à-dire l'élaboration de la politique publique²⁴.

Par conséquent, les difficultés et les pressions pouvant avoir des effets négatifs sur l'élaboration et l'exécution des décisions administratives aux niveaux des services des ministères sont parfois politiques ou même externes. Par exemple, parmi ces pressions on peut trouver les interventions de certaines forces, politiques ou non, dans les opérations de l'élaboration des décisions administratives, c'est-à-dire des pressions sur celui qui est en charge de prendre la décision administrative. Des difficultés et des problèmes au niveau de la prise de décision administrative peuvent également trouver leur origine dans l'environnement interne de l'organisation administrative à savoir la pression de l'entourage des décideurs administratifs, pression liée à leur appartenance politique et sociale et à leurs intérêts personnels.

Toutes les contraintes entourant les opérations des décisions administratives ont des effets négatifs de divers degrés sur la prise de décision administrative notamment sur le plan de l'adaptabilité ou de la conformité juridique que ce soit scientifiquement ou opérationnellement. Tout cela peut conduire à des prises de décision administratives inefficaces et irrationnelles à tel point que le décideur administratif prenne des décisions erronées ou n'en prenne pas du tout. Il faut donc que les décideurs administratifs étudient efficacement tous les facteurs scientifiques, juridiques pouvant avoir des effets sur la démarche de prise de décision administrative. Il faut traiter toutes ces contraintes et pressions intérieures et extérieures d'une manière préventive pour arriver à la prise et à l'application des

décisions administratives rationnelles, efficaces et légales sur les plans politique, économique, juridique et social.

Sur le plan fonctionnel, les tâches administratives ne sont jamais initiales, mais toujours secondes par rapport aux tâches politiques, et elles sont appliquées de telle sorte que le côté juridique soit respecté. Mais dans les faits, politique et administratif restent étroitement imbriqués : c'est ce que P. Appleby²⁵ appelle « un continuum politique-administration ». Ce qui est demandé à l'administration c'est que celle-ci ne subisse plus l'action des groupes d'intérêts et qu'elle n'oublie pas que son rôle est principalement d'appliquer les politiques publiques gouvernementales.

V. Performance des politiques publiques

L'élaboration d'une politique publique revient à construire une représentation, une image de la réalité sur laquelle on veut intervenir. C'est en référence à cette image cognitive que les acteurs vont organiser leur perception en système, confronter leurs solutions et définir leurs propositions d'action. Cet ensemble d'images est qualifié de référentiel des politiques publiques²⁶. Qu'il s'agisse de santé, d'éducation, de défense et de sécurité, de politique économique, de politique industrielle, de politique agricole, de politique sociale..., dans chaque secteur d'activité sociale existe une série de représentations qu'il faudra parfois modifier pour assurer la réalisation et la mise au point de bonnes politiques publiques. En ce sens, faute de connaissance de ces perceptions et de la capacité de les faire changer si elles sont un obstacle à la définition d'une politique nouvelle, le décideur sera sûrement confronté à des difficultés majeures. Donc, ce référentiel d'une politique publique doit être construit par des experts qui occupent une décision stratégique dans le processus de décision.

En effet, l'action publique peut être considérée comme une œuvre collective pour le bien collectif. Elle consiste à améliorer le présent et bâtir l'avenir pour une meilleure équité et qualité de vie, ce qui constitue un acte passionnant et exigeant qui engage les professionnels des politiques publiques envers le citoyen. Donner du sens et du mouvement à une action publique, c'est aussi savoir s'adapter aux changements et à l'évolution de la société.

La réussite des politiques publiques²⁷ ou de la stratégie d'action publique dépend de plusieurs facteurs clefs de succès : un diagnostic rigoureux, élaboré par les acteurs potentiels, et même, dans certains cas, par les bénéficiaires des actions, et qui permet d'identifier les atouts, les faiblesses actuelles, les opportunités et les

menaces (externes et futures), afin de définir les enjeux qui en découlent ; une hiérarchisation des orientations et des actions ; une analyse précise des conditions générales futures de mises en œuvre et de suivi des projets ; une inscription optimale dans les dispositifs environnants (politiques nationales ou internationales, contexte juridique et réglementaire, dispositifs financiers...) ; un souci de l'analyse des thématiques ou des territoires mais aussi des processus et du management ; mais aussi souvent de l'imagination, de la persévérance et de l'ambition.

La performance des politiques publiques²⁸ est toujours liée à la qualité de leur conception mais également à l'efficacité de leur mise en œuvre. L'accompagnement de bonnes politiques publiques est d'autant plus efficace qu'il s'appuie sur des dispositifs et des outils de suivi professionnels qui assurent une collecte et une valorisation des données financières et de réalisations des actions.

Il est aussi important de prendre en considération l'élément concernant la grande mobilisation veillant à faire mûrir ces projets, à assurer leur mise en réalisation, leur suivi et leur évaluation pour aboutir à leur réussite. Autrement dit, le critère de l'efficience doit se référer à la relation entre les ressources investies dans une politique publique et les « outcomes » (effets) réalisés. Il faut retrouver des politiques publiques dont les « outcomes » correspondent aux objectifs visés, car ils produisent des « outputs » et des impacts qui sont réellement en mesure d'améliorer la situation dans le sens désiré²⁹.

Le critère de l'efficacité se rattache directement à la catégorie des « outcomes ». Il se réfère au rapport entre les effets escomptés des politiques publiques et ceux qui apparaissent effectivement. Du point de vue de la science politique, l'intérêt premier des évaluations porte assurément sur la question de savoir si les buts et les objectifs des politiques publiques peuvent effectivement être atteints avec les mesures et les ressources engagées.

Evaluer et suivre des politiques publiques, c'est avant tout souhaiter leur réussite, c'est aussi chercher à comprendre le sens et la performance d'une action publique déjà réalisée, en cours ou à venir, pour dégager un point de vue partagé, pour en tirer des enseignements au regard des objectifs initialement fixés et recommander des actions d'ajustement de la politique engagée ou future. En effet, l'évaluation et le suivi conduisent à reconsidérer les hypothèses de l'action initiale et incitent par la suite à modifier les modalités de mise en œuvre des moyens.

L'action publique, qui a souvent pour objet d'instituer de nouvelles règles d'élaboration et d'exécution du budget de l'Etat, doit introduire également une

démarche de performance pour améliorer l'efficacité des politiques publiques. L'objectif est de faire passer l'Etat d'une logique de moyens à une logique de résultats. Autrement dit, il s'agit d'orienter les discussions budgétaires non seulement sur le volume des moyens consacrés à une politique, mais aussi sur l'efficacité des dépenses et sur les résultats concrets obtenus grâce à ces moyens. Dans la science de l'action publique, désormais, les débats politiques portent non seulement sur les moyens, mais aussi sur leur efficacité, par rapport à des objectifs définis pour chaque programme.

En s'inscrivant dans une logique de pilotage par la performance ou en cherchant à améliorer l'efficacité de la dépense publique en orientant la gestion vers des résultats prédéfinis, l'administration publique a pour mission d'améliorer en permanence sa culture, ses modes de fonctionnement et ses méthodes de travail. Il s'agit de mobiliser l'action publique autour d'un but unique qui est celui de se doter d'une gestion publique plus efficace et plus performante.

L'importance de la démarche de performance est notamment soulignée dans le pragmatisme et le réalisme des politiques publiques. La mise en œuvre des mécanismes et des lois organiques relatifs aux évaluations des résultats est la clé d'une gestion publique responsable et efficace. Il s'agit d'aller plus loin dans la nouvelle gestion publique, pour l'orienter résolument vers la performance. Il est à rappeler que le principe fondamental de cette nouvelle gestion publique est de donner de plus grandes responsabilités aux gestionnaires sur des objectifs de politiques publiques, avec en retour des résultats accrus concernant la performance de l'action publique.

La science de l'action publique met à disposition de nouveaux outils pour mesurer de façon objective la performance publique. Cette nouvelle gestion publique définit à chaque programme des objectifs au niveau national. Pour chaque objectif, des indicateurs concrets, pertinents et fiables, mesurent les résultats des actions menées. Ces indicateurs peuvent être accompagnés de valeurs cibles, sur lesquelles les responsables de programmes s'engagent pour accroître la performance de leurs actions. Afin de répondre aux attentes de la société, l'administration publique doit se fixer des objectifs qui peuvent être classés en trois types selon qu'ils répondent à des critères socio-économiques, de qualité de service et d'efficience de gestion³⁰.

La démarche de performance passe surtout par la responsabilisation des gestionnaires publics. Ainsi, une chaîne de responsabilité doit relier les gestionnaires : chaque gestionnaire public, du responsable de programme politique

au responsable de service opérationnel sur le terrain, aura à rendre compte de ses résultats, à son niveau de responsabilité.

Il faudrait que la conduite des politiques publiques soit une œuvre collective responsabilisée pour le bien collectif. C'est un acte passionnant et exigeant qui engage les professionnels des politiques publiques envers le citoyen dans le cadre de la complexité sociale³¹. Donner du sens et du mouvement à des politiques publiques signifie savoir s'adapter aux changements et à l'évolution de la société et savoir lier les différences ainsi que les compétences dans le respect du pluralisme des opinions et des collaborations.

Conclusion

Les politiques publiques, qui relèvent des transformations des secteurs, et de l'action publique, sont perçues en tant que dispositifs et projets concrets qui régissent les secteurs de la société (transport, agriculture, santé, économie...). Ces dispositifs sont fabriqués par des groupes d'acteurs et par des institutions publiques.

Dans ce sens, les politiques publiques servent à améliorer les secteurs et à développer des sociétés... En effet, le développement a besoin de bonnes politiques publiques qui à leur tour ont besoin d'une véritable révolution de la bonne gouvernance avec de nouvelles stratégies mises par des stratèges. En effet, ces acteurs occupent une position importante dans l'ensemble du système décisionnel, de l'élaboration et du fonctionnement des politiques publiques qui se présentent sous la forme de programmes d'action gouvernementale dans un secteur de la société ou un espace géographique. Il y a politique publique lorsqu'une autorité politique locale ou nationale, tente, au moyen d'un programme d'action coordonné, de modifier l'environnement culturel, social ou économique d'acteurs sociaux saisis en général dans une logique sectorielle.

Lorsqu'on étudie la dynamique des politiques publiques, on doit analyser les outils de politiques données tout en tenant compte des évolutions qui affectent les relations entre un secteur et la société globale. On peut remarquer que l'efficacité des politiques publiques dépend dans une large mesure de la « discipline » en ce qui concerne l'exécution des programmes d'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des politiques.

En effet, l'évaluation et le suivi conduisent à reconsidérer les hypothèses de l'action initiale (des politiques publiques initiales) et incitent par la suite à modifier

les modalités de mise en œuvre des moyens. Ils s'inscrivent dans une démarche volontaire et constructive, ils deviennent un outil incontournable favorisant la construction d'analyses réelles, la mise en débat des conclusions énoncées, l'appropriation de certains choix, fournissant aux décideurs des préconisations adaptées à la conduite de leurs projets. Ils permettent d'arbitrer les choix, de réorienter et d'améliorer les actions des politiques publiques. Fournissant aux responsables des politiques publiques une vision plus large sur leur action, à travers un relais d'informations, de connaissances et d'écoute, l'évaluation et le suivi deviennent un vecteur de questionnement et d'apprentissage permettant de mieux répondre aux enjeux de la dynamique des politiques publiques.

Références bibliographiques

- ¹ - Gilles Massardier, *Politiques et action publiques*, Editions Dalloz, Paris, 2003, p.1.
- ² - Ibidem.
- ³ - Pierre Muller, *Les politiques publiques*, Presses Universitaires de France, Paris, 4^{ème} édition, 2000, pp. 4-5.
- ⁴ - Hakim Ben Hammouda, *100 mots pour comprendre le développement*, Edition Maisonneuve & Larose, Paris, 2003, p. 28.
- ⁵ - Patrice Duran, *Penser l'action publique*, Paris, LGDJ, 1999, cité par Pierre Muller, *L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique*, in *Revue française de science politique*, année 2000, volume 50, p. 190.
- ⁶ - F. Pavé (Dir.), *L'analyse stratégique, sa genèse, ses applications et ses problèmes actuels. Autour de Michel Crozier*, Paris, Le Seuil, 1994.
- ⁷ - Pierre Muller, *L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique*, in *Revue française de science politique*, année 2000, volume 50, pp. 192-193.
- ⁸ - Cf. Jean Leca, *La gouvernance de la France sous la Cinquième République. Une perspective de sociologie comparative*, in F. d'Arcy, L. Rouban (Dir.), Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- ⁹ - Pierre Muller, op. cit. p. 194.
- ¹⁰ - Pierre Muller, *Les politiques publiques*, Presses Universitaires de France, Paris, 4^{ème} édition, 2000, pp. 23-34.
- ¹¹ - Ibid. pp. 30-31. cf. JONES Ch. O., *An introduction to the study of public policy*, Belmont, Duxbury Press, 1970, pp. 230-233.
- ¹² - Yves Mény, Jean-Claude Thoenig, *Politiques publiques*, PUF, Paris, 1989, 391 p.
- ¹³ - Pierre Calame, *La démocratie en miettes. Pour une révolution de la gouvernance*, Edition Descartes & Cie, 2003, pp. 13-33.
- ¹⁴ - Dominique Chagnollaude, *Science politique*, Dalloz, Paris, 2002, p. 272.

-
- ¹⁵ -Cf. Theodore J. Lowi, Four Systems of policy politics and choice, Public Administration Review, vol. 32, 1972, pp. 298-310 ; cité par Gilles Massardier, op. cit., p.22.
- ¹⁶ - Dominique Chagnollaud, op. cit. p. 274.
- ¹⁷ - Pierre Muller, op. cit. p. 30.
- ¹⁸ - Dominique Chagnollaud, op. cit. p. 277.
- ¹⁹ - Ibid. p. 276.
- ²⁰ - Ibid. p. 278.
- ²¹ - Ibid. pp. 278-279.
- ²² - Cf. Ali Sedjari, Administration, gouvernance et décision publique, L'Harmattan, 2004, 496 p.
- ²³ - Philippe Braud, Science politique. 1. La démocratie, Editions du Seuil, 1997, 246 p.
- ²⁴ - Guy Thuillier, Les cabinets ministériels, PUF, Paris, 1982, 128 p.
- ²⁵ - Cf. Paul H. Appleby, Policy and Administration, University of Alabama Press, 178 p.
- ²⁶ - Muller P., op. cit. p. 26.
- ²⁷ - Cf. Bernard Perret, Evaluation des politiques publiques, La Découverte, 2008, 120 p.
- ²⁸ - Werner Bussman, Ulrich Klöti, Peter Knoepfel, Politiques publiques – Evaluation, Traduit de l'allemand par Varone F., Economica, Paris, 1998, 327 p.
- ²⁹ - Ibid. pp. 73-108.
- ³⁰ - Guillaume Dureau, Gestion publique – L'Etat et la performance, Dalloz-Sirey, 2002, 272 p.
- ³¹ --Yannis, Papadopoulos, Complexité sociale et politiques publiques, Montchrestien Paris, 1995, 156 p.

The Depressed Years: the Case of Colonial Nigeria (1929-1940)

M^{lle} HALLOUCH Nadjouia
University of Sidi-Bel-Abbes

The economic distress which swept Europe in 1929 was brought consequently to West Africa in general and Nigeria in particular. Its effect on the Western industrialized countries was great, but its effect on the African producer was even greater.⁽¹⁾ The Great Depression, as it was called, caused a drastic fall in the prices of the export products and resulted in the change of the British attitude towards their colonies. This transfer from laissez-faire attitude to government financial intervention originated in 1926 when the Empire Marketing Board was established to give assistance to the Colonial Secretary for Dominion Affairs and was affected by the Keynesian revolution.⁽²⁾

The present paper attempts to examine the effects of the Depression on colonial Nigeria and the measures adopted by both the British and the colonial governments to overcome it.

1-The Effects of the Depression

During the Great Depression, trade with Britain had greatly affected the African colonies. In a circular despatched to officers of the dependencies in September 1931, the Colonial Office asked them to support Britain:

“the interests of the United Kingdom and those of the Colonies and Dependencies are inseparably bound up with one another, that the perils which face the United Kingdom are perils which menace the whole Empirethat any general collapse of British credit and decline in the exchange value of sterling must spell ruin for the colonies no less than for the United Kingdom”.⁽³⁾

The world economic crisis of 1929 brought sharp reductions in Nigerian export prices, while the prices of imported goods remained high. Between 1929 and 1931, the value of Nigerian exports declined from £ 17, 8 million to £ 8,8 million and the purchasing power of exports fell by 38%.⁽⁴⁾ Table 1 shows the impact of the Depression on prices and values of Nigeria's main exports. Concerning cotton the unit values declined by 53 percent, and 78 percent in the case of rubber. Groundnut was less affected than the other crops because the receipts fell by only 39%.

Table 1

*Impact of World Depression Upon Principal Nigerian Exports
(Percentage Reductions from Peak to Through)*

| | Export Value | Unit Value |
|---------------|---------------|---------------|
| Cocoa | 54% (1929&31) | 67% (1927&34) |
| Palm Kernels | 64% (1927&34) | 69% (1928&34) |
| Palm Oil | 77% (1929&34) | 73% (1927&34) |
| Groundnuts | 39% (1929&31) | 58% (1927&34) |
| Tin | 71% (1929&33) | 60% (1927&31) |
| Cotton (lint) | 90% (1929&32) | 53% (1928&31) |
| Rubber | 88% (1927&32) | 78% (1927&34) |

Source: Heillener, G.K, Peasant Agriculture, Government and Economic Growth in Nigeria, (Homewood, Illinois, Richard.P, Irwin, 1966), p 19.

Such a fall in the export prices was to cause a reduction in the total revenues of the colony for the colonial government depended largely on external trade for its revenues. Most of these were collected in the form of import and export duties. Between 1929 and 1931, customs revenues fell from £ 3.4 million to £ 2.1 million.⁽⁵⁾

Besides this, the large fluctuations in government revenue from mining resulted from the changes in the volume of production, the reduction of rents and the lower royalty on tin during the crisis. Unlike the royalty on other minerals ⁽⁶⁾ in Nigeria, the royalty on tin was progressive. It varied according to the sale value of the metal between 2% up to 10%. If the price was less than £180 per ton, the royalty was 2 % of the volume of the output, and when the value was over £ 300, the royalty was 10%.⁽⁷⁾

The economic difficulties experienced by the natives brought great dissatisfaction at the end of 1929. The sharp fall in the prices of palm-oil besides the spread of rumours in the south-eastern provinces that women would be taxed as well provoked demonstrations. Traditionally the women in the south-eastern provinces used to extract the oil from the palm kernels and prepare the final produce for sale to the European merchants, especially to the United African Company.

In order to assess the amount of tax levied by the government, the District Commissioners advised the Warrant Chiefs to make a census of the population and domestic animals within the given areas. It was in the course of carrying out these orders that trouble started. A great number of people gathered at the residences of the British officials and those of the trading companies demanding the abolition of the tax and an increase in the purchasing prices of palm oil in Oloko district.⁽⁸⁾The

protest spread rapidly to other areas and on 11 December, 1929, the women of Owerri and Aba districts joined the demonstration. This was followed by Ibo women who joined their Ibibo sisters of the Calabar province. Some women beat up European officials and Warrant Chiefs. Others attacked the stores of the European traders and burnt the Native Administration offices, resulting in the damage of the tax records kept by the Chiefs ⁽⁹⁾. For the first time, a political demand was voiced 'that all white people go back to their country and that the land in this area be returned to the people to whom it belonged in the past, prior to the arrival of the white man'. ⁽¹⁰⁾

Troops intervened to restore order killing 18 women and wounding 19. On 17 December, 1929 about 32 more women were shot dead and 31 wounded. ⁽¹¹⁾ Such a bloody massacre was known in history as the 'Aba Riots'. After this incident, terror prevailed. The colonial government sued the villagers of Azumini to pay a sum of £ 2.300 within 24 hours to reimburse the trading companies for the losses incurred during the demonstrations. On the other hand, those who were responsible for the massacre of the women were exonerated by a commission which included the Administrator of the Colony of Lagos and the Crown Counsel. ⁽¹²⁾ Thus, the effects of the Great Depression drove the colonial government to take measures to recover from it including the Colonial Development Fund, tax reform and the organization of agricultural and mining production.

2- The Measures to Overcome the Depression

2-1 The Colonial Development Fund and Tax Reform

The first government measure that was adopted to overcome the Depression consisted of the Colonial Development Fund (C.D.F). The latter which originated in the Empire Marketing Board of 1926 was set up by an Act of Parliament. The Colonial Development Act was introduced in 1929 because the Conservative government needed anti-unemployment measures to present to the electorate at a time of serious unemployment in the United Kingdom and because it realized that the 1926 Act had failed. It consisted of an amount of £1.000.000 ⁽¹³⁾ a year which was to be spent on colonial development, and established a committee known as the Colonial Development Advisory Committee (C.D.A.C) to deal with schemes submitted by local colonial governments for Colonial Office assistance. ⁽¹⁴⁾ The Act aimed at 'aiding and developing agriculture and industry in the colonies thereby promoting commerce with and industry in the United Kingdom'. ⁽¹⁵⁾ Its main implication was that self-sufficiency was not sufficient, and that financial assistance was a necessity.

In addition to the C.D.F, direct taxation was one of the most effective government measures to recover from the Depression. In the 1930s, a number of amendments were made to the former ordinances in order to broaden the base of the tax system

⁽¹⁶⁾The new reforms consisted of two new taxes namely- personal income tax and company tax⁽¹⁷⁾. In 1931, the Non- Natives Income Tax (Protectorate) Ordinance⁽¹⁸⁾ was enacted. The aim was to extend the income tax at the rates of the 1927 Income Tax (Colony) Ordinance to 'non- natives' in the Protectorate. During the same year, the Income Tax (Colony) (Amendment) Ordinance, no.22 brought the provisions of the Income Tax (Colony) Ordinance into line with those of the Non-Natives Income Tax (Protectorate) Ordinance. This implied that an income tax of 1 percent should be levied on incomes of non-natives in the Colony and Protectorate; and a graduated income tax of not more than 1 percent should be imposed on Africans residing in the colony.

In 1936, the colonial government enacted for the first time a law directed against tax evasion. The Income Tax (Colony) (Amendment no.1) Ordinance no.17 ⁽¹⁹⁾ made it an offence for a person to refuse to pay tax. Such an ordinance was extended during the same year to include the protectorate by the: Non-Natives Tax (Protectorate) (Amendment) Ordinance no.23.⁽²⁰⁾ By the end of 1936, the rates of taxes had been increased in many provinces as a result of the rise in the prices of the agricultural produce. One year later, the 1927 Income Tax Ordinance was amended on the same lines as the British system, except that the Nigerian Ordinance did not provide for company taxation, and adults whose incomes did not exceed £ 30 per year were exempted .⁽²¹⁾

Four amendments about the tax system were made in 1939. First, the colonial government introduced a tax of 2s.6d in the pound on company profits through the Income Tax Ordinance no.14 of 1939. Second, the local rate was increased from 1% to 1 ½ % on all incomes over £50.⁽²²⁾ Third, tax-exemption for 'non-natives' was removed, and fourth, a tax was imposed on all incomes earned in Nigeria regardless of the recipients' residence.⁽²³⁾

Regarding indirect taxes, the colonial government introduced the imperial preference. Import duties were increased to 15% in 1932. Export duties which were introduced during WWI were reviewed to meet the crisis. During the depressed years, the colonial government reduced duties on the chief export produce – cocoa, palm produce and groundnuts in order to stimulate production. Where this failed, some duties were repealed to be revived at the outbreak of the Second World War.⁽²⁴⁾ Excise duties on locally manufactured produce were first introduced in 1939 on the cigarette industry.⁽²⁵⁾ The colonial government stressed also the organization of the agricultural and mining production to recover from the Depression.

2-2 Agricultural Organization

With regard to agriculture, the new programme that was followed during the 1930s to stimulate production for the sake of increasing government revenue, did not

consist of only the development of the existing export crops but also that of the fostering of new produce such as rice, citrus fruits, kolanut and gum Arabic.⁽²⁶⁾ Serious attempts were made to encourage native-owned plantations by introducing improved seeds to local farmers and persuading them to adopt better cultivation methods. The Department of Agriculture had not started to fight the shortcomings of the output of tree crops until the year 1928. It supplied the native producer with small estates under the control of the agricultural assistants.⁽²⁷⁾ During this period, the colonial government abandoned its anti-plantation policy and established 6500- acre Cowan Oil Palm Estate in Warri Province and 7000- acre were established in Calabar.⁽²⁸⁾

The colonial government stressed its efforts on improving the native methods of extraction. In 1935, the Cultivated Oil Palm Ordinance declared that 'if a grower registered his plot with the government and the oil produced by him met the required quality, he would receive the full rebate of the export duty in force'.⁽²⁹⁾ By 1939, the Agricultural Department created an Oil Palm Research Station at Benin which covered 1.000 acres and the UAC granted 250 palm oil hand press machines for use by farmers.

The second export crop which received government encouragement was cocoa. In 1930, the total acreage had expanded sixteen times over that of 1915, and the annual increase was 41.115 acres.⁽³⁰⁾ Cocoa was an important export crop and was equal in rank with the oil product. In 1939, about 100.000 tons were exported from Nigeria. Such a growth was the result of the government efforts against black pot diseases, swollen shoot and capsid insects. In 1937, cocoa earnings were valued at £ 305.000⁽³¹⁾ in foreign trade.

Concerning cotton, the colonial government industrial policy had mixed results in the 1930s. In her book, Bulk Buying from the Colonies, Leubuscher, C, notes that the type of cotton demanded most by the Lancashire spinners was the American middling. She claims that, "of colonial growths only Nigerian cotton can be directly substituted for United States cotton".⁽³²⁾ The total export of Nigerian cotton averaged about 30.799 bales and fluctuated between 4.811 bales in 1930-31 and 57.928 bales in 1935-36⁽³³⁾. By 1937-38 about 70% of all Nigerian cotton exports went to Britain, most of it was Allen Grade 1 because it suited the needs of the British cotton industry⁽³⁴⁾. Tobacco production was also stimulated by the British American Tobacco Company in collaboration with the Agricultural Department which introduced improved tobacco for local production.

In addition to encouraging the major export crops, the policy born out of the Depression aimed to foster new produce. In 1933, an agricultural officer from Sierra Leone was invited by the Department of Agriculture to introduce rice-growing to the mangrove swamps of Nigeria.⁽³⁵⁾ He chose Warri as his experimental station, and encouraged some farmers in the area to grow rice. Since little profit

was earned, the colonial government abandoned its efforts. The production of citrus fruits was also encouraged but did not succeed beyond meeting the local needs ⁽³⁶⁾. The other crop which gained importance was kola-nut and during the early 1930s, the colonial government encouraged its cultivation to help farmers whose cocoa trees were affected by the black pod disease.

The other new crop to which attention was turned as a result of the Depression was gum Arabic. In 1929, a British Company, James Laing, the largest importer of gum Arabic made a request to A.H.W. Weir ⁽³⁷⁾ on the possibility of establishing regular trade with Nigeria. Weir pointed out that although a regular gum trade could be started with Nigeria, it was not sufficiently attractive to the native collectors. He added:

"The natives are much more prosperous than the Sudani and to pick gum pays them less than most of their other interests, skins, hides, and salt, etc., so that they have to be attracted to the industry". ⁽³⁸⁾

By 1930, another British firm, Messrs.B. Seeböhm Rowntree was engaged in the development of the gum Arabic industry in Nigeria. This company established its collecting station at Nguru in Bornu and appointed two Europeans who used to visit both the district chiefs and village heads to whom they had to explain the importance of gum for the country.

In December 1932, Rowntree visited Nigeria; he stated that he had spent much time and money showing the local population the method of tapping the gum properly. He reported also that the collectors did not bring the gum to his company but to the open market where he had to compete for it with other firms, which helped the native producers to benefit from the competition of the European buyers by securing a profitable bargain ⁽³⁹⁾.

In fact, Rowntree was not the only businessman who encouraged the natives to collect the gum; there were some Residents and government forest officers who were commissioned by the colonial administration to attract the natives to collect gum Arabic for the export trade. It was estimated that during the 1930s, Nigeria exported about 446.4 tons ⁽⁴⁰⁾ a year and Britain was the largest importer of gum.

Since the European firms had offered low prices to the producers of gum, they were prevented from engaging in large scale collection for export. ⁽⁴¹⁾ Hence, Weir and the Resident of Bornu could not secure a non-European buying agent for Messrs James Laing Company as demanded in 1929.

K.R MacDonald pointed out that the ruling local price for Nigerian gum per pound was only 2d, ⁽⁴²⁾ and because gum was sold in the ordinary market, the firms' buying agents were able to decrease prices by means of price rings and the producer could not obtain the real value for his produce.

As Rowntree failed to obtain a monopoly of his firm in gum buying, he demanded an exclusive concession over a limited area. In order to convince the colonial

government to take into account his request, he stated that such a concession would bring advantages. First, it would ensure the development of a source of wealth. Second, it would develop the area under extort European guidance. Third, the area under concession would serve as a valuable demonstration plot to encourage gum Arabic production in the other areas and fourth, the product of the concession would increase the freight for railway and African animal transport

Sir Donald Cameron ⁽⁴³⁾ presented Rowntree's request to the Colonial Office and the application was approved because it would encourage the gum Arabic industry and would serve the home government. The concession applied for consisted of four forest areas which were declared forest reserves and was granted for a period of 25 years. Thus, the value of Nigerian gum exports reached one million pounds-about 4.464 tons a year. In fact, on the grounds that no increase in the transport rate should be made for a period of five years owing to a possible increase in the value of gum in the world market, the agreement was to serve only the concessionaire.

2-3 Mining Organization

Concerning mining, the world economic crisis drove the colonial government to undertake urgent measures to encourage and organize the production of minerals such as tin, coal, gold, silver, petroleum, wolfram and columbite.

The first important mineral which received great attention by the colonial government was tin. In 1929, Nigerian tin output had reached a peak and Nigeria had become the fourth largest tin - producing country in the world. ⁽⁴⁴⁾ During the same year, engineer J.G. Foley estimated the value of Nigerian tin-mining at £ 2 million. Half of this was retained in Nigeria and 90% of the remaining half was exported to Great- Britain. ⁽⁴⁵⁾

The increase in tin production had greatly affected the price of tin and consequently the Tin Producer's Association demanded the government to cooperate in a scheme with Bolivia to restrict overproduction and consequently increase the price level. The colonial government then, adopted a scheme for voluntary restriction of output in 1930, the object of which was to regulate output in accordance with demand and to smooth out violent fluctuations in price. ⁽⁴⁶⁾

Such a voluntary scheme was introduced in March 1931 ⁽⁴⁷⁾ by an international tin control scheme which included the Governments of Bolivia, the East Indies, Nigeria and Siam. It was controlled by the International Tin Committee composed of representatives of these governments and aimed to secure a fair relation between consumption and production in order to prevent price changes and ensure the use of surplus stock ⁽⁴⁸⁾.

Under such a scheme, annual production of tin throughout the World fell from 192.600 tons in 1929 to 91.000 tons in 1933. In Nigeria, tin output decreased from 15.335 tons in 1929 to 11. 902 tons in 1930 and went down to 4.956 tons in 1933

but by 1936 tin production started to increase and because the market conditions improved and as a result of the restriction, prices began to increase. The voluntary scheme succeeded also to reduce the number of tin companies engaged from 122 in 1929 to 75 in 1933⁽⁴⁹⁾.

In 1938, a buffer stock was created to which producers of the signatory governments had participated⁽⁵⁰⁾ whose aim was twofold: first put in the hands of its managers a stock of tin which had become surplus due to over-production, and second stabilize the price of tin between £ 200 and £ 230 per ton.⁽⁵¹⁾ However, due to severe competition, the operation of small firms in tin became inadequate. This drove the colonial government to unite all the companies involved in tin in Nigeria resulting in the establishment of the Tin Mines of Nigeria Ltd. The tin boom of the 1930s brought great profits for the companies resulting from lower wages to their employees and thus lower production costs.

The second mineral which gained importance was coal. Although coal was under government control, the colonial government did not export it until the 1930 s.⁽⁵²⁾ The bulk of the coal produced was sold to the Nigerian Railway which organized its production and other government departments. The remaining proportion was sold to mining and trading companies and to the Gold Coast. By 1937 a separate Colliery Department was established to take over responsibility for the mines from the Railway Department. Coal was regarded as a source of supply of the energy source on the West African coastline because it was produced in no other place apart from Nigeria. It was used to produce tar and synthetic fertilisers but Nigerian coal was poor in terms of quality and could not compete with industrial coal from other parts of the world. Coal was exported to Ghana and Sierra Leone; between 1930 and 1937, the annual average of coal exported to Ghana amounted to 34.687 tons, but the quantity of coal sold to companies witnessed a noticeable decrease from 17 % in 1929 to 6 % in 1937. This decrease was partly due to the electrification of the tin-mining industry which started in 1930 besides the falling price of British coal which resulted in the increase in imports.

Unlike other minerals, gold did not receive enough government attention until the 1930s. In a letter sent to Sir MacDonald, Mr. R.S. Jameson, a gold miner in the Northern Provinces declared:

'the alluvial gold deposits were discovered a long time ago, but no serious efforts were made to work these until the end of 1931'.⁽⁵³⁾

The gold-mining industry grew rapidly during the thirties due to the rise in the price of gold and the sudden appearance of a well- trained labour supply.⁽⁵⁴⁾ The latter resulted from the Tin Restriction Scheme which limited the employment opportunities to Nigerian workers on the tinfields.

Compared with the industry of the Gold-Coast, the gold mining industry in Nigeria was primitive. In 1938, there existed only 19 companies which employed about 130 Africans.⁽⁵⁵⁾ Most of the output was obtained from alluvial and detrital deposits by manual methods. Many small auriferous quartz lodes were also worked by old methods. The Nigerian Gold Mines, the only company which had a labour force of 800⁽⁵⁶⁾, used a machinery that operated with two steam- driven gravel pumps monitors. In 1935, Dr. Russ reported that alluvial gold mining in Nigeria had reached a peak of 38,962 ounces.⁽⁵⁷⁾

As to silver, it was mined by the Nigerian Base Metals Corporation which stopped production in 1932. During the same time, the North Nigeria Lead Mines Ltd introduced machinery to exploit the ore at depth, and by 1934, the Mines Department published a cost figure. In the following year, the price increased by 33% and drove the company to install costly equipment to increase output. However, the company realized that it was working on a 'faulted depth' which led to its liquidation in 1937.

With regard to petroleum, a renewed interest started in 1937 by Shell d'Arcy Petroleum Development Company of Nigeria, an affiliate of the mineral oil companies Shell Petroleum Company and British Petroleum Company. Such a company acquired the first mineral oil concession from the colonial government in 1938 and asked for an oil exploration licence for the entire mainland of Nigeria about 357 .000 square miles.⁽⁵⁸⁾

Wolfram was obtained from detrital deposits on hillsides .When these were exhausted, operations were concentrated on lode deposits. These were mined easily by open-cast methods but costs increased with depth because the harder rock had to be drilled and blasted. In 1934, wolfram output amounted to 5.31 tons, increasing to 15 tons in 1935 and reaching 44 tons⁽⁵⁹⁾ in 1938.

Concerning columbite, a by-product of tin, it occurred with tinstone from which it had to be removed by means of magnetic separators. Columbite was used in some steel alloys to increase their resistance to corrosion and oxidation, for welding chromium nickel steels in the manufacture of certain cathodes. It became a separate industry in 1933 and its output amounted to 3.233 tons. This decreased to 339 tons in 1936 and went up to 717 tons⁽⁶⁰⁾ in 1937.

To sum up, the Great Depression of 1929 had greatly affected Nigerian agriculture and mining. As a result of the drastic fall in the prices of agricultural products and the large fluctuations in government revenue from mining due to the reduction of production, rents and royalties, the British government realized that it was its duty to develop the economic potentialities of Africa. The British financial assistance was reflected in the Colonial Development Act of 1929 which established a fund of £1 million a year for schemes of economic development. This was followed by the direct introduction of direct taxation. In agriculture, the British introduced new

crops and encouraged native owned plantations and native methods. In mining, a new programme was followed to organize the production of minerals. In fact, all these measures were to serve only the British.

References:

-
- (1): Hains, Grove.C, Africa Today ,(The Johns Hopkins Press, Baltimore , 1956), p 424.
 (2): It was led by J.M , Keynes and was born to disown the 'invisible hand' and invent a critical role for the state sector in economic affairs, Onimode, Bade, Imperialism and Underdevelopment in Nigeria,(The Macmillan Press Ltd, Nigeria, 1983), p 115.
 (3): Boahen, A, General History of Africa, VII. Africa Under Colonial Domination, 1880-1935 , p 408.
 (4): Heillener, G.K, *ibid*, p 18.
 (5): *Ibid* , p 20.
 (6): The royalty on gold for example was 6%.
 (7): Perham, Margery, Mining, Commerce and Finance in Nigeria, (Faber and Faber Limited, London, 1948), p 11.
 (8): Lempert, L.O, A History of Africa (1918-1967), (Nauka Publishing House, Moscow, 1968), p 295.
 (9): Padmore, George, Africa: Britain's Third Empire , (Dennis Dobson Limited, London, 1948), p 93.
- (10): Lempert, L.O, *op.cit*, p 295.
 (11): Padmore, George, *op.cit*, p 93.
 (12): *Ibid*, p 94.
- (13): Colonial Development Advisory Committee, Eleventh and Final Report, 1942-45, p 4.
- (14): Meredith, David ,“ The British Government and Colonial Economic Policy, 1919-1939”, Economic History Review , V29, N°3, 1975 , p 485.
 (15): Niculescu, B, Colonial Planning. A Comparative Study, (George Allen and Unwin Ltd, Great-Britain, 1958), p 32.
- (16): Ekundare, R.O, An Economic History of Nigeria 1860-1960, (Methuen and CO Ltd, London), p113.
 (17): Onimode, Bade, *op.cit*, p107
 (18): *Ibid*, p107.
 (19): *Ibid*, p107.
 (20): Ekundare, R.O, *ibid*, p113.

-
- (21): Ekundare, R.O, op.cit, p113.
 (22): Ibid, p 113.
 (23): Onimode, Bade, op.cit, p108.
 (24): This was the case of the duty on groundnuts which was reintroduced in 1939, Ekundare, R.O, ibid, p 114.
 (25) : Ibid, p 114
 (26) : Gum Arabic was one of the Nigerian economic crops that received little attention from Historians, quoted from Egboh, Edmund.O, “The Nigerian Gum Arabic Industry, 1897-1940, A Study in Rural Economic Development Under Colonial Regime”, Cahiers d’Etudes Africaines, 69-70, XVIII-1-2, p 215.
 (27): Udo, R.K., “Sixty Years of Plantation Agriculture in Southern Nigeria: 1902-1962”, Economic Geography, V 41, N°4, 1965, p 363.
 (28): Ibid, p 363.
 (29): Ijere, M.O, “Colonial Policy in Nigerian Agriculture and Its Implementation”, Agricultural History, V48, N°2, 1974, p 303.
 (30): Ibid, p 303.
 (31): Ijere, M.O, op.cit, p 303.
 (32): Hinds, Allister, “Colonial Policy and Nigerian Cotton Exports, 1939-1951”, International Journal of African Historical Studies, V19, N°2, 1959 , p 27.
 (33): Ibid, p 27.
 (34): Ibid, p 27.
 (35): Okwudiba, Nnoli, Path to Nigerian Development, (Zed Books, London, 1981), p 98.
 (36): Ibid, p 99.
 (37): A Conservator of Forests who was posted to Maiduguri in Bornu province in 1928.
 (38): Egboh, Edmund.O, op.cit, p 218.
 (39): Ibid, p 219.
 (40): Ibid, p 220.
 (41): Egboh, Edmund.O, op.ci, p 218.
 (42): Ibid, p 219.
 (43): Governor of Nigeria (1931-1935).
 (44): CO, Colonial Research Studies, N° 22, Land Tenure and Land Administration in Nigeria and the Cameroons , (London, 1957), op.cit, p 41.
 (45): Falola, Toyin, , Britain and Nigeria: Exploitation or Development?, (Zed Books Ltd, London, 1964), p 108.
 (46): Fell, Godfrey, “The Tin Mining Industry in Nigeria”, Journal of the Royal African Society, V 38, N° 151, 1939,op.cit, p 255.
 (47): Ibid, p 255.
 (48): Fell, Godfrey, op.cit, p 255.
 (49): Hodder, B.W, op.cit, p 112.
 (50): Fell, Godfrey, ibid, p 225.
 (51): Ibid, p 255.
 (52): Falola,Toyin, op.cit, p 96.
 (53): CSO 26 MOO 164/S.I, Jameson ,R.S. to the Secretary of State, 1935.
 (54): Perham, Margery, op.cit, p 30.
 (55):Ibid, p 30.
 (56): Ibid, p 31.

(57): Perham, Margery, op.cit , p 31.

(58): Falola,Toyin , op.cit, p 98.

(69): Margery, Perham, ibid, p 28.

(60): Ibid, p 28.

Bibliography:

- 1- Boahen, A, General History of Africa, VII, Africa Under Colonial Domination, 1880-1935 .
- 2- CO, Colonial Research Studies, N° 22, Land Tenure and Land Administration in Nigeria and the Cameroons, (London, 1957).
- 3- Colonial Development Advisory Committee, Eleventh and Final Report, 1942-45.
- 4- CSO 26 MOO 164/S.I, Jameson ,R.S. to the Secretary of State, 1935.
- 5- Egboh, Edmund.O, “The Nigerian Gum Arabic Industry, 1897-1940, A Study in Rural Economic Development Under Colonial Regime”, Cahiers d’Etudes Africaines, 69-70, XVIII-1-2.
- 6- Ekundare, R.O, An Economic History of Nigeria 1860-1960, (Methuen and CO Ltd, London).
- 7- Falola, Toyin, , Britain and Nigeria: Exploitation or Development?, (Zed Books Ltd, London, 1964).
- 8- Fell, Godfrey, “The Tin Mining Industry in Nigeria”, Journal of the Royal African Society, V38, N° 151, 1939, pp (246-258).
- 9- Hains, Grove.C, Africa Today ,(The Johns Hopkins Press, Baltimore , 1956).
- 10- Heillener, G.K, Peasant Agriculture, Government and Economic Growth in Nigeria, (Homewood, Illinois, Richard.P, Irwin, 1966).
- 11- Hinds, Allister, “Colonial Policy and Nigerian Cotton Exports, 1939-1951”, International Journal of African Historical Studies, V19, N°2, 1959.
- 12- Hodder, B.W, “Tin Mining on the Jos Plateau of Nigeria”, Economic Geography, V35, N°2, 1959, pp (109-122).
- 13- Ijere, M.O, “Colonial Policy in Nigerian Agriculture and Its Implementation”, Agricultural History, V48, N°2, 1974.
- 14- Lempert, L.O, A History of Africa (1918-1967), (Nauka Publishing House, Moscow, 1968).
- 15- Meredith,David ,“ The British Government and Colonial Economic Policy,1919-1939”, Economic History Review , V29, N°3,1975 .
- 16- Niculescu, B, Colonial Planning, A Comparative Study, (George Allen and Unwin Ltd, Great-Britain, 1958).

-
- 17- Okwudiba, Nnoli, Path to Nigerian Development, (Zed Books, London, 1981).
 - 18- Onimode, Bade, Imperialism and Underdevelopment in Nigeria,(The Macmillan Press Ltd, Nigeria, 1983).
 - 19- Padmore, George, Africa: Britain's Third Empire , (Dennis Dobson Limited, London,1948).
 - 20- Perham, Margery, Mining, Commerce and Finance in Nigeria,(Faber and Faber Limited, London, 1948).
 - 21- Udo, R.K., "Sixty Years of Plantation Agriculture in Southern Nigeria: 1902- 1962", Economic Geography, V 41, N°4, 1965.

BENMANSOUR Radia
Université Abou Bekr BELKAID
Tlemcen

ESP Syllabus Design A Theoretical Framework

A Theoretical Framework

English language has been adopted as a means of communication between partners whose native languages are different from each other's. It seems to be the language adopted for international communication, since more and more people are required to learn English. The fact that the English language has gained great importance in today's world has resulted in its teaching at all educational levels from elementary to tertiary level. Hence governments are introducing mass education programmes to encourage the teaching of English as a first or second foreign language. The aim of such an implementation is to satisfy the increasing needs of a variety of learners hoping to find a place in different economic and educational institutions. The urgent need for a specific proficiency in English has given birth to new approaches, methods and techniques. As a matter of fact, the teaching of English has witnessed the development of ESP to cater for specific needs of the learners. These needs are then translated into linguistic and pedagogic terms for the production of an effective course. Moreover ESP can but is not necessarily concerned with a specific discipline, nor does it have to be aimed at a certain age group or ability range Dudley-Evans (1997).

ESP should be seen as an approach to teaching whose content and method are based on the learner's reason for learning (Hutchinson and Waters 1987). These learners have to reach the intended language level in a shorter time and in a better way through the practice of content-based English language teaching namely ESP. It becomes evident to say that an ESP initiative involves three spheres of knowledge: the core of the language, pedagogy and the content of the students'

specialities; the major difficulty would be then to compare them to ‘General English’ and to draw the attention to the differences between the two, which arise at all the levels of language

In this vein Robinson (1980) points out:

the general with which we are contrasting the specific is that of general education for life, culture and literature oriented language course in which the language itself is the subject matter and the purpose of the course. The student of ESP, however, is learning English en route to the acquisition of some quite different body of knowledge and set of skills.

(Robinson 1980: 6)

In providing general English courses the sole priority of the teacher is to widen the general educational programme. In other words, learners are taught the elements of the language essential to any programme (Broughton 1981). The aim behind such a process is, generally, to prepare learners to pass examinations and tests whether they are sufficiently fluent in the English language or not, since general English courses do not cater for the learner’s immediate operational needs as opposed to ESP. These courses are known to be language-centred, i.e. teachers are more concerned with transmitting their message than satisfying their learners’ needs and expectations.

Nevertheless, it is agreed by the whole that the aims of ESP courses are to prepare the learners in accordance with the specific skills and vocabulary needed in their own field in order to be able to integrate not only language learning but also content learning. To achieve the set aims, the pedagogic staff involved in an ESP teaching operation need to be aware of a number of variables. Markee (1984) summarises these variables in what follows:

- a- The identification of needs.

- b- The production of materials.
- c- Teaching.
- d- Testing.

In this paper, we will try to put emphasis on general terms needs assessment, which is a systematic exploration of the way things are and the way they should be (Stout, 1995). However, as far as language is concerned, needs assessment is the process of identifying the students' reasons for studying a language. analysing the specific needs of a particular group of learners serves as the prelude to an ESP course design, because it determines the 'what' and the 'how' of the ESP course. Yong (2006) also reached the conclusion that ESP materials designers should explore the learners' potential needs and hence decide about the process of learning and learning skills needed to be taken into account (Dudley-Evans and St Johns, 1998).

The needs of the learners can be divided into two major types: the target needs which are simply the needs of the target situation, it follows that the target needs can be classified into three main types, these are: necessities lacks and wants. Necessities consist of the requirements of the target situation. They represent the needed level of language proficiency of the students to achieve either academic or occupational purposes; the lacks are determined by the course designer has to analyse the learners' present background in order to be able to identify what the language lacks are when compared to the needed background (necessities). It is these lacks that will determine the course content. It is, in other words, to define the items that have to be taught; wants refer to the learner's own feelings towards his most important needs.

Learning Needs seek information about the learning situation which includes information about the aims of the course, the type of the course, the type of

learners, their learning styles, the available materials and resources, the type of setting, and finally the time load.

The profile data will determine the content of the teaching materials and the language programme that will meet these needs (Munby, 1978). On the other hand, Hutchinson and Waters (1984) consider materials writing as one of the most characteristic features of ESP practice. They advise the practitioner to:

- 1- Design the materials in such a way that the learner is involved fully in both the content and the language topics.*
- 2- Determine the language points of the materials on the bases of what might be needed for the successful solution of a communication problem limited to the content.*

(Hutchinson and Waters 1984:112)

The authors consider that an appropriate content of materials will encompass issues such as students' lacks wants then a piece of real world language which is by definition authentic. Learners' exposure to this language should occur as extensively as possible (Johns, 1995). Authentic language, students lacks and expectations will engender the production of a suitable type of content.

Yet, since language is complex rule based system, it cannot be taught at the same time. It needs to be organised according to given priorities determined by the results of data collected during NIA. In this context Allen (1984) says:

Since language is highly complex, and cannot be taught at the same time, successful teaching requires that there should be a selection of material depending on the prior definition of objectives, proficiency level and duration of the course. This selection takes place at the syllabus planning stage.

(Allen 1984, p.65)

The objectives and the students' actual knowledge are the outcome of Needs Analysis. In the same line of thought van Ek (1975) lists the following necessary mechanisms that need to be taken into consideration in establishing any type of language syllabus:

- 1- The situations in which the foreign language will be used, including the topics which will be dealt with;*
- 2- The language activities in which the learner will engage;*
- 3- The language functions which the learner will fulfil;*
- 4- What the learner will be able to do with respect to each topic;*
- 5- The general notion which the learner will be able to handle.*
- 6- The specific (topic-related) notions which the learner will be able to handle.*
- 7- The language forms which the learner will be able to use; the degree of skill which the learner will be able to perform.*

van Ek (1975: 8-9)

In fact, van Ek subscribes a broad view of syllabus design since it is fairly clear that the listed components go further than the direct objectives of the courses planned, i.e. beyond the scope of syllabus design since he takes into consideration what the learner will have to do with the foreign language in the target situations. It is true that the syllabus planning process should take into consideration the required proficiency level, but its role is to specify what units and elements of a language will be taught in order to reach this target level.

The organisation of the content of the syllabus will, also, depend on the duration of the language course that is to say, the syllabus designer needs to organize activities taking into consideration the time allocated for the language courses in association with the necessary proficiency level.

Other methodological considerations have to be considered namely the pedagogical approach and the learning styles (Brumfit 1984), since the designer should have a clear idea of how his theories and beliefs about learning can be translated into appropriate activities. Harmer (2001) determines a number of principles in syllabus design. These have to be taken into consideration together in a balance when making decisions in a planning process. The determined criteria are listed below:

a-Learnability: determine language content that are at the reach of the learners, starting with the easier items.

b- Frequency: include items that are more frequent in the target language, rather than items that are occasionally used even by native speakers.

c- Coverage: include words and structures that have greater coverage in the language.

d- Usefulness: introduce words, structures and skills that are useful in the context of what learners are linguistically able to talk about (Harmer, 2001)

In gross, one can say that the syllabus is an overall plan of the learning process (Corder, 1975). It is a map of the different language levels and tasks that have to be taught in a given language learning situation. These language items are selected according to the students' needs and aims, which are the outcome of a Needs Analysis step

It is becoming now evident that the design of the syllabus is essentially influenced by a number of constraints. These are:

- a- The language setting which concerns the role of the language in the community.
- b- The areas of language use in society (how and where it is used)
- c- The role of the language in the political life taking into account the country's economy and technology (Ashworth, 1985)

- d- The attitudes of groups and individuals towards the language. This is determined by the degree of their awareness of the language (Van Lier, 1995).

The fourth point allows the assessment of the learners' degree of acquisition, the objectives of the course and the syllabus itself. Since the relation between the studied factors is cyclical (Miliani 1984) it can be interpreted in the following diagram:

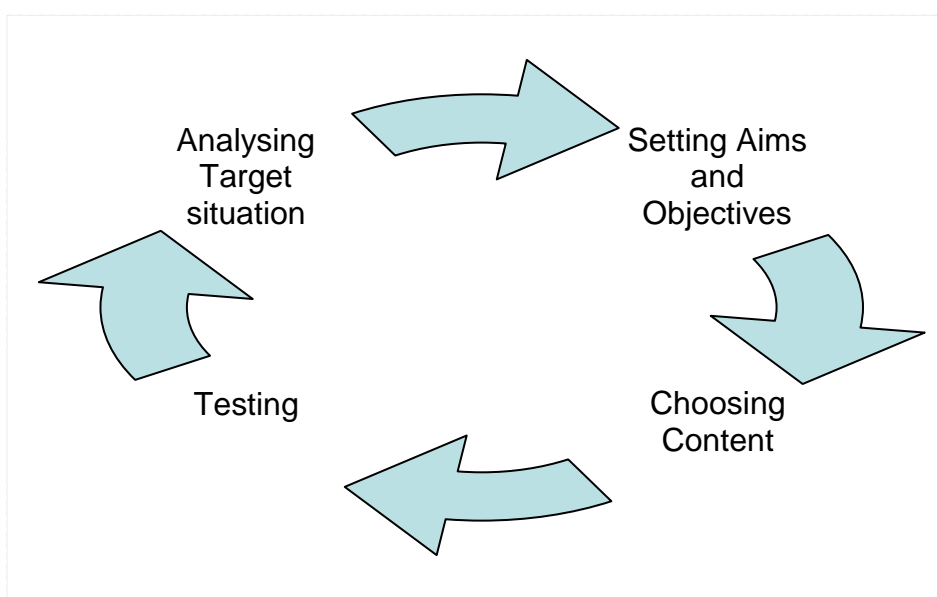


Diagram 1. The Process of Syllabus Design (Miliani 1984)

A failure in the designed programme means that a deficiency has occurred somewhere in the four mentioned parameters: (situation analysis; setting aims and objectives; choosing content; testing and evaluation). To summarize what has previously been stated, one can maintain that the drafting of the syllabus requires

the syllabus designer to go through the following steps: defining the objectives and selecting and grading content.

In addition to listing what should be learnt, the syllabus must also state the order it is to be learnt (Hutchinson and Waters, 1987). This means that the content selected to meet course objectives has to be organised in a gradual manner in order to be more efficient. A syllabus which fails in grading and sequencing language items can hardly claim to be a syllabus at all (Nunan 1988).

Besides, in generating syllabus content one needs to create a balance of Skills Vs grammar and vocabulary contained in the syllabus taking into account the strengths and weaknesses of the group and their aims in studying. Besides, the designer needs to ensure the balance between the input and the revisions, i.e. relying on the previous language knowledge of the learners, taking into consideration the final outcomes of the syllabus planning process either in terms of selection of language levels or language skills that one needs to introduce in the provided courses, and leaving some blank spaces to cater for individual teacher and learner styles and needs.

In ESP, Robinson (1991) advocates a careful NIA as a first step in designing a syllabus. She maintains that: *‘as a result of needs analysis we should be able to draw up our objectives of the ESP course’* (Robinson 1991: 17). In the same vein Munby (1978) states:

*Syllabus specification in ESP can only take
Place after the prior and necessary work has
been done on Needs.*

(Munby 1978:40)

For this sake, Munby proposes what is known as the Communicative Needs Processor (henceforth CNP). It is considered as the basis of any NIA process (Hutchinson and Waters 1987; Nunan 1988; West 1993). The aim of the CNP is to

examine the parameters that may affect the learners' needs. These are the type of language and communication required by the target situation, the participants and the setting of the language learning. NIA will generate the type of content and the organisation of the syllabus. The aim is to select the suitable content for a group of learners within the specific context (Johns and Dudley Evans, 1991).

The content is, hence, extracted from real life situations. The chosen texts and functions are those which serve within the specific discourse community (Swales, 1990). Yet, the requirements of the target situation do not compel the syllabus designer to choose exclusively its language (language of the target situation). It is necessary to introduce what is known as common-core language (Miliani, 1984) selected according to the students own needs. For this reason, it is necessary to combine the types of content offered by the different genres of syllabuses (Kennedy and Bolitho 1984; Hutchinson and Waters 1987; Robinson 1991). Yalden suggests in this vein:

One might begin with grammar and pronunciation only, as one does in a structural approach, but introduce work in the language functions and discourse skills fairly early, and in time increase the components of the course.

(Yalden 1987: 94)

Making use of the fact that no syllabus can have satisfactory results it is thus necessary to combine various types of syllabuses, it will become, thus necessary to use a principled eclectic approach (Cohen, Kishler and Wexler 2001) so as to enable the learners to be effective participants in the target situation. However, the designer would be wise to enable the learning of the language by doing or acting, this is done by the performance of tasks (Prabhu, 1987). In the same vein Wilson maintains that:

*The tasks which constitute the enabling objectives
reflect the structure of the terminal objectives
which in turn reflect the communicative needs
of the student.*

(Wilson 1986 : 10-11)

In other words, it is the target situation which requires the ability to perform specific communicative tasks (Robinson, 1991). It is this ability which should be the final outcome of the ESP course. Through his eclectic approach, Cohen (2001) suggested an integrated methodological approach which combined aspects of content-based instruction with cognitive learning and task based learning (Stoller, 1999) the framework of the syllabus may develop around this integration .

The cognitive theory allows the ESP learners to be active processors of knowledge; therefore the activities should be structured in the early stages to enable learners to be active participants (Biggs & Moore, 1993; Woolfolk, 1993), it also focuses on the use of prior knowledge and developing an ESP programme implies equipping students with a repertoire of strategies and brainstorming. The activities need to be organised so as to require the use of the cognitive strategies such as accessing background and knowledge, predicting, comparing and inferencing (Gaskins & Elliot, 1991). Learners will then be able to control their learning and accomplish the required tasks. The macro skills (reading listening speaking and writing) in an ESP design process increase in conceptual and cognitive difficulty from unit to unit. Therefore, developing an ESP syllabus implies equipping students with a repertoire of strategies to become independent and autonomous learners.

Content- Based instruction broadly aims at integrating language knowledge with the content of specialism knowledge, i.e. provide a meaningful context for English language learning on the one hand and to support specific content learning with language instruction on the other (Mohan, 1986). Hutchinson and Waters

(1987) have proposed the theme-based model where texts and activities are selected around central themes, in which learning takes place, in a motivating context. Language is medium for content learning and content is a resource for learning language so in this way a bridge is provided for discipline-based study. This allows the syllabus designer to situate language learning in a meaningful, motivating, and stimulating engagement with the target language. Through the syllabus, the designers will try to maintain a balance between language learning and content learning, i.e. common core language and the specific content (Miliani, 1994).

In language learning, tasks are goal oriented activities that require learners to achieve real outcomes (Hutchinson and Waters 1987). Tasks should then be meaningful and contextualized and provide exposure to the language of the target situation (Robinson, 1991). Some specific tasks are related to the practice of specific skills areas and include writing tasks such as essays and reports, reading tasks such as text analysis and concept mapping, listening tasks such as note taking and summarizing, and speaking tasks such as presentations and seminars simulations. Other tasks may require the ESP learners to integrate all the skills background together as in comprehension, decision making, implementation, preparation, performance and reflection. Tasks have advantages in terms of authenticity and meaning, and encouraging learners to perform real life tasks and become self directed and autonomous.

The design framework integrates the key elements of the approaches to organisation of course contents based around a very detailed skills and strategies structured in an explicit syllabus. Texts and activities are chosen from a detailed set of themes; the selected themes need to provide the learners with a simulation of target contexts through the different designed units and texts and tasks planning. Units are designed according to cognitive theory to encourage students to review

their linguistic knowledge during a first step, then, reinforce it in the second step (cyclical progression) by processing authentic academic texts and promoting authentic task performance (Bax 2003). Therefore, the content of the ESP course is not only limited to the provision of a specific jargon but rather the provision of a language knowledge.

It becomes evident an ESP syllabus design process requires both language levels and language skills as two integral components of courses layout. The learners need to be taught a certain vocabulary, specific forms and functions, and how these functions interrelate to produce coherent texts (Kennedy and Bolitho, 1984). To be effective participants in the target situation the learners often find difficulties in terms of basic language knowledge, i.e. language levels

Grammar is often regarded as the rules of language that shows the ways in which words are formed and then combined into sentences. Woods (1995) defines grammar as:

That science which teaches the proper use of letters, syllables, words, and sentences; or which treats the principles and rules of spoken and written language. The objects of English grammar is to teach those who use the English language to express their thoughts correctly, either in speaking or in writing

Woods (1995:1)

Grammar teaching should not be considered as outside the concern of the ESP course. When grammatical difficulties interfere with the skills and task performance it would become necessary to allocate time to concentrate on the difficulties and teach both form and use (Dudley Evans and St. Johns, 1998); key grammatical forms include tenses, voices, modals, articles, nominalization and logical connectors (Dudley Evans and St. Johns, 1998). Nunan (1989) states that

grammar is an essential resource in using language communicatively. In the same vein Close (1981) maintains that:

Effective communication depends very largely on a complex set of conventions which both speaker and hearer, writer and reader have to follow and understand.If communication is our aim ... then the fact remains that communication can generally be achieved most efficiently by means of a grammatical sentence or by a series of such sentences logically related

Close (1981: 14)

Grammar has an important role in helping the learners to convey their messages. It is important to make them aware, for example, of the difference in use between the definite and indefinite articles; the difference in focus between the description of events in the active or the passive voice; or even the importance of the choice of tenses in describing an event in time.

As for the approaches, they may vary as situation changes. In some situations, teachers may deal directly and explicitly with grammatical points while with others a more communicative approach may be applied and still in others students may be allowed to move towards it using their own competencies by providing them with self-study materials (Dudley Evans and St Johns, 1998). No matter what approaches are used, the ESP syllabus need to contain grammar that is beyond the sentence level in various contexts.

In this vein Hutchison and Waters (1987) focus also on teaching structures through discourse analysis. They maintain that learners become efficient readers or writers, by raising their awareness of the underlying structure of a text and the way in which language is organised to construct this structure (language awareness). Focus may also be put on the distinguishing regularities of the different text types.

It can help the learners build a repertoire of the organisation and the relevant language forms of different genres.

In ESP situation, it is evident that each subject speciality has its own vocabulary, often highly specialised or technical. What can cause problems for the learners is the set of semi-technical words which often change their 'normal' meaning when put in specialised context (Kennedy and Bolitho, 1984). These difficulties may occur at the semantic level or the morphological level. The vocabulary extracted from general English may also be a source of problems for the learners (Lyons 1981).

Harmer (2001) points out that the least problematic issue of vocabulary is meaning. The same word may have different meanings depending on the context and purpose of the user. Words may also have synonyms which the learners need to be aware of and be able to extract on the basis of given context and setting; in addition to the variety of ways of words' coining through affixation and words combination (morphology). It is all these areas of language use that may create problems of comprehension for the ESP learner when dealing with the designed authentic material.

Kennedy and Bolitho (1984) have classified the type of vocabulary encountered by the ESP learner into asset of categories. These can be summarized as follows:

- 1- *technical abbreviations*
- 2- *symbols and formulae*
- 3- *highly technical vocabulary*
- 4- *sub technical vocabulary*

They add that the teaching of the different types of vocabulary can be done through the different methods employed in ELT situation. They stress especially on the study of word formation and word relationships. As far as word formation is

concerned two essential areas can be mentioned; these are the role and meaning of affixes as in the typifying of words with scientific affixes such as ‘anti’ ‘poly’ and ‘-valent’... and the identification of word classes as in making the learners aware of the fact that whether a word is a modifier, a noun or a verb when deducing the meaning of a text (Van Lier, 1995).

Likewise learners need to be aware of the fact that words do not exist in isolation; there exists a number of relation between them which make up the semantic structure of any language: *“words should not be taught in isolation but exercises should be devised to try to exploit their relationships with other words.”* (Kennedy and Bolitho 1984:62). Hence, it is necessary to draw students’ attention to systems in vocabulary, enabling them to classify words and to make intelligent guesses at meanings. This implies some assistance with the study skill of noting and ordering vocabulary for future reference and with decisions about the priorities of different items presentations in texts.

On the other hand, while speaking words and phrases are built with individual sounds, pronunciation and stress are also important to convey different meanings (supra-segmental features). This does not mean that the pronunciation of the taught vocabulary should be as perfect as that of a native speaker. What needs to be achieved on the part of the ESP learner is to be always understood (Harmer, 2001). This implies that the final output of the planned activities should be at least an intelligible pronunciation.

This idea of intelligibility suggests that students need to be aware of the fact that some features require more attention than others (Van Lier, 1995). Some words have to be pronounced correctly if the student wants to get his message across (Crystal, 1994) as in ‘singing’ and ‘signing’; the distinction between /ð/ and /θ/ as in ‘them’ and ‘theme’ ; the difference between short and long vowels

as in 'leave' and 'live'; in addition to stress shift in the distinction of word classes as in 'im'port' (verb) and 'import' (noun).

The main skills in any ELT enterprise remain reading, writing, listening and speaking. Kennedy and Bolitho (1984) promote the idea a sample unit may consist of:

- a- Priming of the reading topic by discussion*
- b- Reading of the text with a task clearly defined*
- c- A transfer exercise with relevant information extracted from the text and written up in tabular form*
- d- Discussion of individual group results, and*
- e- Final version written up in full rather than note, form.*

Kennedy and Bolitho (1984:69)

In sum, the proposed model evokes a set of tasks on the basis of input provided by the practice of the reading skill. Since tasks are goal-oriented activities that require learners to achieve real outcomes. The proposed tasks are related to the practice of the four skills. These include the writing tasks such as the essays and reports; the reading tasks such as text analysis and concept mapping; listening tasks such as note taking and summarizing and speaking tasks such as presentations and seminar simulations (Jordan, 1997)

Dudley Evans and St Johns, (1998) agree on the fact that reading is the first skill to be presented. The text in an ESP situation is no more considered as a linguistic object but a vehicle of information. Students have to be encouraged to focus on the macro-structure of the text and extracting information from it instead of a simple linguistic analysis (Kennedy and Bolitho, 1984; Dudley-Evans and St Johns, 1998).

Students are exposed to an authentic language that can be studied through the practice of text analysis present in the different designed activities and tasks. The presentation of vocabulary and relevant grammatical structures help the learners to

develop the micro-skills such as predicting, skimming, scanning and deducing unknown words (Dudley-Evans and St. Johns, 1998)

The second macro skill is academic writing since it involves an awareness of readership and an understanding of the expectations of the discourse community. Reading provides the comprehensible presentation of subject matter in the Target language since it provides a large amount of meaningful, interesting and structured input material; therefore it increases vocabulary acquisition, improves grammatical development and writing style (Krashen 1989). To reach such an aim two approaches are often applied:

a-The product approach which involves the presentation of a model text which is analysed and form a basis of a task that requires the students to write a parallel text (Kennedy and Bolitho, 1984; Hutchinson and Waters, 1987).

b-The process approach which emphasizes the composing processes which involves planning, drafting, getting feedback and revising (Jordan 1997; Ourghi, 2002). This approach can promote autonomous learning since it encourages individuals to take more responsibilities for their own learning (Oster, 1987).

On the other hand listening to lectures is the third macro skill that the ESP learner is required to develop. Through the comprehension of the listening passages students have to cope with the phonological patterns (Kennedy and Bolitho, 1984). They need to cope with the speed of delivery of the piece of information provided orally and be able to write quickly and clearly important data for future use (Dudley-Evans and St. Johns, 1998). The designed activities need to help them identify the purpose and the topic of the lecture, styles and structures. Listening comprehension reinforces the type of input already presented in the reading text, and help the learners to produce a suitable output (practice of the productive skills)

Finally, Speaking is a productive macro-skill that involves the ESP learners into the performance of such tasks like asking questions, participating in seminars,

making oral presentations and verbalizing of data (Jordan, 1997). Speaking tasks should be planned in courses to engage learners in interactions in various situations for various purposes, i.e. academic situations or simulations of occupational ones.

To sum up this paper, it is evident that the components of an ESP course comprise different elements which can be summarised as follows: a process of needs identification and analysis whose results determine the content of the designed materials, the teacher know-how in transmitting the different language structures and technical language found in the materials, testing which allows the assessment of both the learners and the worth of the course. However it is necessary to mention that the designed materials have to be structured into a syllabus. The structure and the outcome of the designed syllabus must suit the ESP teaching situation.

References:

- Allen, J.P.B (1984) General Purpose Language Teaching a Variable Purpose Focus Approach; CJ. Brumfit (ed.): np.
- Allen, J.P.B (1992) "Instructional Processes and the Development of Communicative Competence" in IRAL; Heidelberg
- Ashworth, M. (1985 a) Beyond Methodology; Cambridge : CUP
- Bax, S., (2003) "The End Of CLT: A Context Approach To Language Teaching" in English Language Teaching Journal 57 (3), 278-287
- Biggs, J and Moore, P. (1993) "Conception of Teaching and Learning" in The Process Of Learning (3rd Ed.). Sydney: Prentice Hall of Australia
- Broughton, G. (1981) Teaching English as a Foreign Language; London :Ed.J.
- Brumfit, C.J. (1984) Communicative Methodology in Language Teaching; Cambridge: CUP
- Corder, S.P. (1973) introducing applied linguistics; Middlesex; Harmondsworth, Middlesex, England : Penguin Books Limited
- Cohen, E. Kishler, M. and Wexler, C. (2001). "Designing EAP Reading Courses at the University Level" in English for Specific Purposes; Vol 20/4; pp. 367-386
- Close, R.A. (1981). English as a Foreign Language; Oxford : Oxford University Press
- Dudley-Evans, T (1997). "Genre: how far can we or should we go?" in World Englishes ; in 16/3 – pp. 351-358
- Dudley-Evans, T. & St John M.J. (1998). Developments in I for Specific Purposes. A Multi-Disciplinary Approach; Cambridge : Cambridge University Press.
- Gaskins, I & Elliot, T. (1991). "Cognitive and Metacognitive Strategies: Implementing the Cognitive Strategy across The School" in the Benchmark Manual for Teachers. Cambridge: Brookline books
- Harmer, J. (2001). The practice of English Language Teaching; England: Longman Eds.
- Hutchinson, T. and Waters, A. (1984). "How Communicative is ESP", in ELT Journal, Vol. 38. n°2; pp. 108-118; OUP in association with the British Council

- Hutchinson, T. and Waters, A. (1987). English for Specific Purposes; Cambridge; CUP
- Johns, A.M. and Dudley Evans, T. (1991). "English for Specific Purposes" in TESOL QUARTERLY; Vol. 25; pp. 297-314.
- Jordan, R.R.(1997). English for Academic Purposes: A Guide and Resource Book for Teachers. Cambridge: Cambridge University Press
- Johns, A.M. (1995). "An Excellent Match: Literary Portfolios in ESP" in English Teaching Forum; VOL 33, n°4; pp. 16-21
- Kennedy, H. and Bolitho, R. (1984). English for Specific Purposes; London: Mc Millan Press Ltd
- Krashen, S. (1989) Language Acquisition and Language Education; Prentice Hall International .
- Lyons, J. (1981). Language Meaning and Context; Great Britain: Fontana Linguistics
- Markee, N. (1984). "The Methodological Components in ESP Operation" in The ESP Journal; Vol. 1; pp. 131-140
- Miliani, M. (1984). Objectives, Curriculum Design and Methods for the Teaching of ESP-Algeria-with Special Reference to The Teaching of English in the Institute of Economic Sciences in Oran; Unpublished PhD Thesis; University of Wales : UK
- Miliani, M. (1994). "English for Specific Purposes", Seminar Presented in Magister Course; I.L.E. Tlemcen.
- Mohan, B.A.(1986). Language and Context Reading; MA:Addison-Wesley
- Munby, J. (1978). Communicative Syllabus Design ; Cambridge: Cambridge University Press
- Nunan, D. (1988). Syllabus Design ; Oxford: Oxford University Press
- Nunan, D. (1991) Classroom Interaction; Sydney ; National Centre for English Language Teaching and Research.
- Ourghi, R. (2002). Implications Of Critical Reflection and Discourse Awareness for Educational Change: the Case of Writing Curriculum, Learner and Teacher development at the University Level; Unpublished PhD Thesis: University of Tlemcen .
- Prabhu ,N.S. (1987). Second Language Pedagogy; Oxford; OUP .
- Robinson, P. (1980). ESP (English for Specific Purposes); Oxford; Pergamon Press
- Robinson, P. (1991). ESP Today; Herefords Shire; Prentice Hall International Ltd.
- Stout, D. (1995). Performance Analysis For Training; .Niagara Paper Company, Niagara, WI
- Swales, J. (1985). Writing Scientific English: a Textbook of English as a Foreign Language for Students of Physical and Engineering Sciences; Thomas Nelson and Sons Eds.
- Van EK, J. (1975). Threshold Level English. Oxford: Pergamon
- Van Lier, L. (1995). Introducing Language Awareness; Penguin English Applied Linguistics Series; London: Penguin English West 1993
- Wilson, J. (1986 a). "General Principles" in ESP for the University; pp. 7-26. Oxford Pergamon Books
- West , R.(1993). " Needs Analysis in Language Teaching" in Language Teaching; pp. 1-15.
- Yong, C. (2006). From Common Core to Specific. Asian ESP Journal Online, 1(3),
- Yalden, J. (1987). Principles of Course Design for Language Teaching; Cambridge : CUP.
- Woods, E. (1995) . Introducing Grammar; England: Penguin Books.
- Woolfolk, A.E. (1993). Educational Psychology; Needham Heights, MA: Allyn and Byron 24-47. Retrieved November 28th, 2006 from [http:// www.asian-esp-journal.com/June 2006 yc.php](http://www.asian-esp-journal.com/June%202006%20yc.php)

**Éléments de lecture dans la préface du docteur
ARKOUN Mohamed
in Le Coran. Traduit de l'arabe par KASIMIRSKI.
Chronologie et préface par Mohammed ARKOUN.**

Dr. BEN BRAHIM Hamida.
Université de Sidi-Belabbès.

I - Introduction

Notre propos s'inscrit dans le cadre des enseignements universitaires tout en portant au-delà d'une neutralité stérilisante ; portant à la responsabilité éthique. En effet, pourquoi reste-t-on neutre alors qu'on a, de la part de l'État, garant de la valeur des diplômes que dispense l'université ; on a mandat tacite de censure* (mot choquant mais la société revendiquerait bien que tout médecin intervienne au moindre soupçon de risque sanitaire sauf que cela s'appelle autrement : *vigilance* ; (délict de non-)assistance à personne en danger). Et ce ne sera pas à cause de variété(s) en langage qu'on ne verrait qu'il y a vrai danger à laisser à l'arbitraire de gens à la compétence indéfinie, inconnue (ce qui s'appelle du charlatanisme) à faire leur commerce dans l'allégresse d'une liberté incongrue dans des textes fondamentaux tels que les corpus juridiques (et judiciaires) et sacrés.

Aussi est-il nécessaire de poser pour débat au sein de la communauté habilitée certaines « anomalies » que j'aurais relevées le long d'étranges lectures de ces livres fallacieux où par des tours d'un malin génie un nombre tel que « 7 » en arabe se transforme en français en « 100 ». Quel professeur au monde accepterait-il de son étudiant que « sept », en quelque langue que ce soit, puisse être traduit, en quelque langue que ce soit, par « cent » ? Pourtant je n'aurais jamais entendu qui que ce soit contester la traduction dont il est question ici, celle de CHEIKH BOUBEKEUR HAMZA (cf. note de fin 1). Bien au contraire on en fait un modèle. Ce qui constitue un très grave revers pour la formation des traducteurs. Le fait de leur laisser entendre que le traducteur est libre de dire ce qu'il veut ou ce qu'il croit juste, voire meilleur (que...)

Citons en exemple catastrophique le livre portant sur la page de garde, exactement : **LE CORAN** (référence entière : Le Coran. Traduit de l'arabe par KASIMIRSKI. Chronologie et préface par Mohammed ARKOUN. Garnier-Flammarion, Paris. 1970) et voici un échantillon de ce que les gens appellent traduction : « *Dieu vous commande, dans le partage de vos biens entre vos enfants de donner au fils mâle la portion de deux filles* » (s. IV, verset 12e) ç'aurait été de la part d'un étudiant en traduction il aurait été réorienté. Car que signifie, en termes de connaissance/ignorance : « *fils mâle* » ? Comme s'il existait des « fils femelle ». Encore se peut-il qu'on comprenne de façon univoque que l'expression « *le partage de vos*

biens entre vos enfants » qu'il s'agit de succession, d'héritage, après la mort ? Évidemment non, ce n'est pas univoque. Et ce n'est donc pas le texte original. D'autant faux que dans le texte original ni l'un ni l'autre de ces termes n'est explicitement présent. Il s'agit d'une ellipse. Pourquoi transformer l'ellipse en autre chose, d'arbitraire ? Et enfin, dans le texte original, le Coran ; il s'agit du verset 11e ; dans le livre de KASIMIRSKI il en est 12^e devenu.

Cet article discutera du paratexte, bien que très brièvement pour que juste l'intérêt soit suscité ; et particulièrement des préfaces et de l'identité de ces personnes qui ***se donnent pour mission*** civilisatrice de traduire-ruiner (comme d'autres font du copier-coller...) des textes aussi graves. Des auteurs de corans tout à fait personnels s'octroyant le luxe de ne même pas se présenter tel qu'un certain HAFIANE (Hachemi)? ***Qui est-ce ?*** Bien que nous ayons l'identité professionnelle — universitaire — des directeurs de cette traduction intitulée : LE SAINT CORAN et la traduction de ses versets en claire langue française. Nouvelle édition bilingue. Presses du Châtelet, 2008. Mais aucune trace de l'identité des traducteurs même.

Cet article propose une analyse ou, faute d'espace, plutôt une entrée en analyse de la préface qu'a rédigée le docteur ARKOUN Mohamed. Analyse à travers laquelle seront exposées presque en l'état ce que j'appellerais par euphémisme des anomalies pour le moins surprenantes d'intempérance pour servir de cas d'école pour nos écoles de traduction, ou plutôt de traducteurs. Traducteurs ne semble pas s'encombrer de la ***réversibilité*** de ce qu'ils appellent (leurs) traductions. En définitive, il s'agirait de fait de la problématique générale de la philosophie même de la traduction ; est-il nécessaire de retrouver le texte original, ou très approchant, à partir de ses traductions ou... «*peu importe...* » — ce que semblent signifier ces traductions eu égard à leurs divergences par rapport au texte original ? N'en pas se soucier cause, par rebours, une problématique d'ordre éthique (et non pas, seulement, déontologique).

II - Discussion de quelques propos du docteur ARKOUN

ARKOUN 1. L'exergue

ARKOUN 2. J'en jure par l'étoile qui se couche, Votre Compatriote n'est point égaré, il n'a point été séduit. Il ne parle pas de son propre mouvement. Ce qu'il dit est une révélation qui lui a été faite. Coran, LIII, 1-4.

1) Notre commentaire sur l'exergue

Cette traduction signe d'emblée toutes les outrances à venir. Comment et pourquoi traduire «*هو* » (... *إن هو* ...) par ce qui redonnera en arabe (... *ما يقول*...) ?

En fait nous reconnaissons ici le paradigme de la pensée de toute l'activité de traduction (je traduis, donc j'existe...) selon les traducteurs et non selon les auteurs des **corpus** traduits qui sont toujours bien en peine de retrouver leurs textes. Retrouvant, en revanche, plutôt des corpus originaux de ceux qui sont juste censés traduire. En effet, pour quelle raison le traducteur s'arroge-t-il le droit de substituer **le dire** à **l'être** ? A moins d'argumenter...

ARKOUN 3. « La Parole de Dieu, en vérité, écrit le R. P. Congar, c'est Jésus-Christ : il n'y en a point d'autre. Dieu ne nous est accessible et connaissable que dans le Christ³. » Tous les musulmans souscriront à cette profession de foi, à condition seulement de remplacer Jésus-Christ par le Coran. C'est ainsi que pendant des siècles, les hommes ont été enfermés dans des certitudes subjectives que la conscience contemporaine doit et peut, enfin, dépasser. Il s'agit maintenant de montrer que les oppositions d'origine religieuse se situent au niveau des signes linguistiques, rituels, historiques, artistiques qui renvoient à la même Transcendance, au même Dieu qui dit : « Je suis celui qui est⁴ ».

2) Notre commentaire à propos de : « au même Dieu qui dit : « Je suis celui qui est ». »
 Cette phrase dite à Moïse ne peut supporter la troisième personne «est» ; puisque étant dans l'immédiateté de DIEU ; Moïse dut entendre : « Je suis celui qui suis »

ARKOUN 1. Il ne faut pas voir là un syncrétisme facile ; il convient plutôt de se rendre à la seule évidence acceptable dans l'état actuel de nos connaissances : la Parole de Dieu manifestée dans la Bible, puis dans Jésus-Christ, l'est aussi dans le Coran. L'analyse textuelle et la phénoménologie de la conscience islamique ne laissent aucun doute là-dessus. Dès lors, *la Révélation faite à Muhammad* resurgit en face des « gens du Livre » avec son allure de défi initial ; mais au lieu d'un défi polémique opposant un dogme à d'autres dogmes, il s'agit, cette fois, d'un **défi scientifique**.

3) Notre commentaire

Tenir le **Coran** pour un objet « scientifique » ou qu'il aurait la science pour but ou une quelconque démonstration scientifique est à notre sens la simple manifestation d'un incompréhensible déni d'évidence. Puisqu'à l'opposé de ce propos le **Coran** stipule clairement qu'il **est un « défi polémique »** *opposant un dogme à d'autres dogmes* par le truchement du terme « **جدال** » — dans toutes ses déclinaisons ; notamment les dogmes fondamentaux tels que :

- a) le dogme de l'unicité transcendantale du DIEU s'opposant à celui des autres
- b) DIEU et l'identité de Jésus-Christ (en tant que prophète)
- c) les filiations des prophètes
- d) Etc.

ARKOUN 2. 1. — LE SENS DU CORAN

ARKOUN 3. On ne se donnera pas le ridicule de définir — enfin! — le vrai sens du Coran. Tant de générations d'exégètes ont cédé à cette illusion que la recherche du sens, aujourd'hui, doit commencer par démystifier les interprétations successives en séparant le noyau de signification originaire des sédiments de toutes natures charriés par la pensée spéculative. On est même tenté de substituer à la méthode « objective » qui n'est qu'un dogmatisme voilé, [...] une méthode de la dérision. La dérision ne vise évidemment pas le Message coranique qui « donne toujours à penser », mais toute prétention à fixer son sens d'une manière définitive.

4) Notre commentaire

Nous nous étonnerons d'emblée de la conclusion du docteur ARKOUN ; son délibéré pour «dérision» auquel nous souscrivons. Ce fait qu'autant anciennement qu'actuellement on parle du «sens» du **Coran** que des soi-disant savants (exégètes et/ou interprètes) connaîtraient plus ou mieux que d'autres (non ainsi déclarés.) Puisque le **Coran** même stipule que sa compréhension relève de l'évidence, du sens manifeste ; confer termes du type : **بيان للناس – كتاب مبين...**

Mais on saurait d'où est venue cette habitude d'enseigner aux gens et notamment à nos étudiants que le Coran ne s'entendrait que par la médiation de tiers, ces exégètes et autres interprètes et commentateurs. Ceci, cette déviance vient de ces deux présumés problématiques (alors qu'elles n'en sont rien) :

Problématique 1 : le Coran entre l'exotérique et l'ésotérique (le Zahir et le Battin : **الظاهر و الباطن**)

Problématique 2 : la parole coranique relève-t-elle d'effectivité (de réalité/vérité) ou de métaphore ?

*De fait, il s'agit de fausses problématiques pour être démenties par la nature même du Coran. En effet, il s'agit à l'évidence (cf. note de fin 2) d'un code de lois (la charia) et essentiellement d'un discours métaphysique — au sens de la philosophie (c'est-à-dire une ontologie, bien que ce terme ne recouvre pas toute la sémantique du DIEU ; d'où d'ailleurs la nécessité de ce discours coranique) — et non d'un texte littéraire de fiction. Autrement dit, **comme tout code de lois, le texte coranique ne relève pas de métaphore**. Contrairement donc à une fiction, littéraire ; à la Homère mâtiné de Kafka ; donnée par avance comme langage métaphorique ; tout code de lois, comme l'est le Coran ; relève de l'effectivité performative. Autrement dit, son langage est pour être exécuté et non pas pour être interprété à l'infini ou juste considéré esthétiquement — tel que l'aurait désiré Sayyed Qotb entre autres personnages se revendiquant de l'idéologie exégétique.*

Le fait de se laisser aller à ce genre d'interprétations se soldant par un texte totalement légendé, tout en en faisant des mystères ; traduirait plutôt la difficulté que peuvent avoir certains « tempéraments » à admettre qu'il s'agit d'un code de lois et non pas d'histoires... Se cachant derrière des termes aussi incompréhensibles que, je cite l'auteur de cette introduction : «...la phénoménologie de **la conscience** islamique »... Qu'est-ce que cela veut-il dire : « la conscience... » ? C'est en effet par trop commode que de parler de choses aussi floues, ambivalentes à l'absurdité, telle que la « conscience » et autre **intentions** et **volontés**... Que dirais-je de quelqu'un qui viendrait me parler de ma conscience, de mes intentions... ? Que lui dire sinon : vous ne pouvez pas le savoir car cela m'est intime. Que dans le meilleur des cas il tomberait par hasard sur l'une de mes intentions, quelconque alors ; et dans le pire il nous raconterait quelque chose qui aurait plus à voir avec ses propres intentions qu'avec tout autre chose au monde. Cette confusion, bien que dangereuse sur le

plan psychanalytique puisqu'il s'agit d'un auto-transfert ; cette confusion est dangereuse surtout sur le plan de **la morale** en tant que **donné anthropologique fondamental** ; cette confusion confine en définitive à l'ignorance au nom de connaissances ésotériques ; au nom de n'importe quel mystère que le savoir, pourtant, manifestement, dénigre.

Le même phénomène s'observe dans la loi positive même lorsque les gens, pourtant sérieux, parlent de « l'intime conviction » du juge au moment du jugement. Etat qui ne se peut entendre qu'en termes d'arbitraire d'un homme prenant une décision infondée puisque le schème de cette prétendue « intime conviction » n'est pas décrit objectivement, n'est pas connu ; est en fait ésotérique. Même si l'on invoque le principe, tout autant arbitraire et, dont certains font usage à leur guise au nom de cette différence, de ce décalage, prétendus entre la lettre de la loi et l'esprit de la loi. Esprit au nom duquel s'enclenche un processus d'une extrême vacuité : l'intime conviction. En fait d'intime conviction il ne s'agit de rien moins que d'une dénaturation, une altération d'un langage qui est pourtant univoque ; la loi dans sa lettre et sans ni spiritualisme ni alors « *spiritisme* ». Les hommes de loi ne se mêlent pas d'esprit puisque ce ne sont pas des thaumaturges.

ARKOUN 4. Nous sommes en face d'une somme de virtualités dont l'actualisation dépend de l'interrogateur et de tout ce qui déclenche l'interrogation. Ainsi, en parlant de notre situation spirituelle et intellectuelle en cette seconde moitié du XXe siècle, notre lecture devra nécessairement comporter trois moments :

(1a) un moment linguistique qui nous permettra de découvrir un ordre profond sous un désordre apparent ;

5) Notre commentaire

Anachronisme manifeste puisque l'auteur de l'introduction — docteur ARKOUN — ne voit qu'il y a « désordre » qu'à travers le prisme des méthodologies textuelles contemporaines.

Autrement dit, le Coran n'est pas dans un désordre.

Car sinon cela voudrait dire que ceux qui l'ont reçu pour la première fois ou bien ils ne l'auraient pas compris ou bien que leur compréhension était tout simplement « brouillonne ». Or, non. Prétendre tel chose est en soi une incompréhension, du côté de l'auteur de la préface à la traduction de KASIMIRSKI ; et qui confine, encore une fois, au ridicule. Le ridicule de dire à des gens aussi sensés que lui-même ; « *Vous comprenez les choses désordonnées.* » Ou bien « *Vous ne devez pas avoir compris parce que cela est en désordre, méthodologiquement parlant, ou donc vous ne l'auriez-vous pas vu parce que vous n'avez pas l'intelligence de l'anthropologie de la deuxième moitié du XXe siècle.* » En définitive il leur donnerait une leçon aux incultes !

ARKOUN 5. (1 b) un moment anthropologique qui consistera à reconnaître dans le Coran le langage de structure mythique ;

ARKOUN 6. (1 c) un moment historique où seront définies la portée et les limites des exégèses logico-lexicographiques et des exégèses imaginatives tentées jusqu'à nos jours par les musulmans.

6) Notre commentaire

Nous passerons sur le deuxième point. Ce troisième moment mérite une attention particulière. En effet, et concernant des universitaires particulièrement ; il est très étrange qu'on en reste à considérer le Coran comme lié par une mystérieuse nécessité aux exégèses et autres interprétations humaines.

Nous notons particulièrement à cet égard les considérations par trop étendues des causes historiques de la révélation coranique ; les Asbabous en'nouzoul (أسباب النزول) qui ont fini par s'immiscer dans le Coran comme en faisant partie intégrante. Sachant qu'il s'agit de récits plus ou moins authentifiables aux diverses sources et de crédits divers... nous ne commenterons pas davantage.

ARKOUN 7. 1 a) Approche linguistique.

ARKOUN 8. Tirant les conséquences de la conception saussurienne selon laquelle la langue n'est pas substance, mais forme, L. Hjelmslev a proposé de substituer à la méthode traditionnelle d'étude des langues — qui est inductive — une méthode analytique et spécifiante dont l'application au Coran a déjà donné des résultats encourageants. Au lieu de partir de faits isolés (phonème, mots, proposition, phrase), il faut considérer le texte dans sa totalité en tant que système de relations internes. La signification est au niveau de ces relations et non des unités artificiellement isolées dans la totalité. En retrouvant toutes les relations internes qui forment le Texte coranique, on ne rend pas seulement compte de la structure et du dynamisme propre à la langue arabe; on saisit un mode de penser et de sentir qui va justement jouer un rôle de premier plan dans l'histoire vécue de la conscience islamique. Cela veut dire aussi que l'analyse ne peut être conduite qu'à l'intérieur de la langue arabe pour montrer comment la physiologie, l'acoustique, la psychologie, la sociologie, l'histoire, etc., se fondent mutuellement et arrivent à constituer un réseau de significations indissociables.

7) Notre commentaire

Tout d'abord, il n'y a absolument aucune découverte dans le paragraphe précédent puisque dès le commencement de la révélation coranique tous les musulmans ont compris que l'entendement du Coran, son intellection, son intelligibilité ; tout cela ne peut être qu'isotopique ; c'est-à-dire, et en arabe, la formule séculaire que tout élève d'école des sciences islamiques connaît depuis toujours : القرآن يفسر بعضه بعضاً. Et ce, pour cette raison phénoménologique que le Coran ne relève pas de la raison humaine intrinsèque tout comme on n'entendrait les atomes que par le truchement de leur langage intrinsèque ; la mathématique ; et particulièrement la ma-

thématique à variable imaginaire. Pour cette raison que les atomes ne relèvent pas de la réalité humaine (immédiate.) Tel est également le Coran.

Ensuite, ce paragraphe semblerait contradictoire ; comment concilier :

| <i>Ce que dit la linguistique que docteur AR-KOUN voudrait appliquer</i> | <i>Ce que dit docteur AR-KOUN immédiatement après concernant le Coran</i> | <i>Observation</i> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| [...] la langue n'est pas <u>substance</u> , mais <u>forme</u> | [...] toutes les relations internes qui forment le Texte coranique, on ne rend <u>pas seulement compte de la structure</u> et du dynamisme propre à la langue arabe; <i>on saisit</i> un mode de <i>penser</i> et de <i>sentir</i> qui va justement jouer un rôle de premier plan <i>dans l'histoire vécue</i> de la conscience islamique | Si nous comprenons bien ; il s'agit bien de substantiation de la langue arabe ; contrairement à ce qu'il préconisait partant de la linguistique |
| ... L. Hjelmslev a proposé de substituer à la méthode traditionnelle d'étude des langues — qui est inductive — une méthode analytique et spécifiante dont l'application au Coran a déjà donné des résultats encourageants. | [...] Cela veut dire aussi que l'analyse ne peut être conduite qu'à l'intérieur de la langue arabe... | Pourquoi convoque alors Hjelmslev ? |

ARKOUN 9. 1 b) Un langage de structure mythique.

ARKOUN 10. Le mythe est l'une des notions les plus fécondes réhabilitées et mises en relief par l'anthropologie sociale et culturelle. [...] . Aujourd'hui, on s'accorde à considérer le mythe comme une expression symbolique de réalités originelles et universelles. [...]

ARKOUN 11. Le mythe, dans tous les cas, a pour fonction de ramener à un âge d'innocence, à un espace mental où les actions humaines sont non seulement valables, mais désirables. Une telle définition offre l'immense avantage de permettre une interprétation en profondeur de toutes les cultures considérées en

ARKOUN 12. elles-mêmes et par rapport à nous. Ainsi, en nous demandant quel type de mythologie instaure le Coran, nous accroissons nos chances de saisir les mécanismes subtils de son expression symbolique, tout en découvrant pourquoi son Appel peut encore retentir dans la pensée contemporaine.

8) Notre commentaire

Le docteur ARKOUN pose ici une définition ; la définition qui est en définitive en parfaite contradiction avec le Coran — qui n'a, par ailleurs, pas à s'y rapporter. Passant sur l'affection particulière qu'il a pour l'anthropologie et autres sciences humaines contemporaines et à cause desquelles sciences ce genre d'approches du Coran prendrait tous les risques d'anachronismes confinant au ridicule ; passant sur cela, le Coran, justement, en remontant dans l'histoire de l'humanité, il ne la renvoie manifestement pas au propos du docteur ARKOUN, recitons-le :

ARKOUN 13. Le mythe [...] par l'anthropologie sociale et culturelle [...] on s'accorde à **considérer le mythe comme une expression symbolique** de réalités originelles et universelles. [...] Le mythe [...] a pour **fonction** de **ramener à un âge d'innocence**, à un espace mental **où les actions humaines sont non seulement valables, mais désirables**. [...] Ainsi, en nous demandant quel type de mythologie instaure le Coran, **nous accroissons nos chances de saisir les mécanismes subtils de son expression symbolique** [...].

Propos étranges de contradiction avec l'évidence du **Coran** ; où voit-on de symboles dans le texte du **Coran** ? Nous passerons sur ceux qui portent au rang de connaissance islamique (au sens du rite) la superstition de la main de fatma (la khamasa) — cf. *Dictionnaire des symboles musulmans* de Malek CHEBEL. En effet, le **Coran** serait symbolique le jour où n'importe quel code de lois humain le serait également. Qui, par ailleurs, ignorerait que le **Coran** ne renvoie pas à un âge d'« innocence » mais renvoie, littéralement tel que c'est écrit, à un moment de désobéissance puis de déchéance (du premier paradis). L'humanité, coranique ment parlant, avait commencé dans l'acte de désobéir à Dieu. Confer le verset. Donc point de « ...actions humaines [...] valables [et] désirables ». Autrement dit, et par voie de conséquence, il ne s'agit plus de mythe au sens entendu et tant prôné par le docteur ARKOUN.

ARKOUN 14. 3) *il est spontané* : c'est un jaillissement continu de certitudes qui ne s'appuient pas sur une démonstration, mais sur une profonde adéquation aux élans permanents de la sensibilité humaine. Les caractères stylistiques de la proposition nominale³ si fréquente dans le Coran accentuent la force de ce jaillissement qui investit à la fois toutes les instances psychiques de l'auditeur [...]

9) Notre commentaire

Nous recueillons toutefois favorablement cette caractérisation car elle est stipulée à travers toute occurrence du terme « **ذَكَرَ** » — et en ses variantes —. Il s'agit, en effet, d'une remémoration, d'un souvenir ; de mémoire d'un passé où l'humanité a déjà rencontré son Dieu. Confer verset 172, s. *Les murailles*. Pour la proposition précédente, nonobstant il ne s'agit pas d'une présentation fidéiste mais d'orientation (du lecteur de cet article) vers la cohérence interne du Coran. En d'autres termes la lecture du Coran provoque une résurgence de sensations et de sentiments ; une anamnèse provoquée par la lettre même du Coran ; eu égard au verset 172, s. *Les*

murailles ; mémoire de cette rencontre. Il s'agit d'un souvenir immémorial dont on peut faire l'expérience ontologique et non la démonstration rationnelle (rationnaliste) tout comme on est ému en présence de ses parents par le simple fait de leur présence. Tout comme, par ailleurs, l'on se sent « en manque », au sens pathétique (voire pathologique) d'être en exil. Ce sont des expériences au sens mystique auxquelles ne correspondrait aucun discours (rationnel.) Non qu'il s'agisse d'un au-delà de la raison rationnelle mais il s'agit d'un autre type de connaissances ; la connaissance de premier type, c'est-à-dire l'axiome.

Enfin nous aboutissons à ce propos de l'auteur de la préface à la traduction de KASIMIRSKI, le docteur ARKOUN, nous le citerons une dernière fois :

ARKOUN 15. 4) il est symbolique. Il faut en finir avec la dérision du « paradis d'Allah peuplé de houris lascives et où coulent les rivières de vin, de miel, » etc. La traduction aggrave ici les dangers d'une évocation qui recourt à des images concrètes. Celles-ci ne prennent toute leur force suscitatrice et leur valeur suggestive que si on les rattache aux structures de l'imagination poétique chez les Bédouins. Les descriptions « réalistes » du paradis et de l'enfer visent le même but que les récits puisés dans l'histoire sainte, les rappels insistants des expériences exemplaires de peuples sauvés, ou damnés, des conduites idéales des prophètes : il s'agit de nourrir et de légitimer l'Espérance constitutive de notre condition humaine. En cette Espérance convergent l'attente de la Justice totale et irrévocable, le désir de percer les mystères innombrables de l'homme, du monde et de Dieu (cf. les versets « scientifiques » et les attributs), la volonté de dépasser les imperfections, les insécurités, la précarité de notre existence terrestre. Exploitant jusqu'à une perfection effectivement inégalée les virtualités poétiques de la langue arabe, le Coran comble la conscience en lui proposant une vaste construction symbolique qui ne cesse d'inspirer jusqu'à nos jours l'action et la pensée des fidèles.

10) Notre commentaire

Il ne nous étonne pas plus de retrouver chez un autre intellectuel musulman cette difficulté insurmontable à trancher la question du *Coran* entre « réalité » et « métaphore ». Toutefois, quant au docteur ARKOUN il aura tranché, comme pour tout positiviste, tranché pour la métaphore. Autrement dit, il prend ce parti que le langage *Coranique* ; ses récits, ses promesses et ses menaces ; sa législation, etc., TOUT en somme « est symbolique. » et qu'il « faut en finir avec la dérision du « paradis d'Allah peuplé de houris [...] et où coulent les rivières de vin, de miel, » etc. » ; en citant ici sourate Mohamed justement. Parce qu'il deviendra aussitôt insurmontable d'attester arbitrairement la « réalité » pour certaines parties et décider de la « métaphore » pour d'autres, arbitrairement. Ce sera d'autant insensé que le docteur ARKOUN affirme la « métaphore » avec la force sûre de l'ironie la plus agressive : « Il faut en finir avec la *dérision* du « paradis d'Allah ... » »

Cette attitude ne nous étonne pas non plus du moment que l'intellectualisme (cf. note de fin 3) constitue une sorte de droit à l'arbitraire donnant autorité là où il n'y

a pas lieu d'en avoir ; comme juger « dérisoire » [sic] le paradis du credo musulman. Pratique tenant tant à cœur aux tenants de l'intellectualisme et à leur pseudoscientisme que d'aucuns au nom du modernisme ne voient dans **le corpus Coran** qu'une baudelairienne « ... forêt de symboles... » tels que les soufis (les ésotéristes) bien que le **Coran** stipule clairement qu'il s'agit d'une législation, un code de loi allant de la relation avec l'animal — le chien d'ahl el kahf — à la relation à ALLAH même ; « **و كذلك جعلناك على شريعة من الأمر...** »

III - Conclusion

Pour conclure nous rappellerons qu'autant pour les traductions leurs péritextes, comme le cas ici de ce bref aperçu sur la préface du docteur ARKOUN à cet ouvrage intitulé : **Le Coran. Traduit de l'arabe par KASIMIRSKI. Chronologie et préface par Mohammed ARKOUN. Garnier-Flammarion, Paris. 1970** ; autant pour les traductions leurs péritextes semblent échapper au bon sens même. Un nonsens dont les universitaires tiennent l'autre bout de la responsabilité morale. En effet, et loin de tout prosélytisme, s'agissant du principe même de ce que les gens ont fait du terme « traduction » ; comment peut-on enseigner la traduction et ne jamais analyser, discuter — avec collègues et étudiants, pour enfin rejeter ce qui se vend dans les souks sous le titre « Le CORAN. Traduction... » ; livres écrits par des inconnus et vendus comme **Coran** alors qu'il s'agit de fantaisies toute personnelle d'illustres inconnus. Pourquoi admet-on comme loi naturelle le libre arbitre du tout venant qui se proclamerait traducteur ?

Ce que nous avons lu dans cette préface, intitulée par surcroît COMMENT LIRE LE CORAN, qu'était-ce sinon des opinions dont le principal apport à la connaissance est le déni de réalité.

IV - Bibliographie

1. BERQUE. LE CORAN (sic). Essai de traduction de l'arabe annoté et suivi d'une étude exégétique par Jacques — .
2. BOUBEKEUR HAMZA. LE CORAN. Traduction nouvelle par le CHEIKH — . ENAG / éditions. Alger. Algérie. 1989.
3. HAFIANE (Hachemi). LE SAINT CORAN et la traduction de ses versets en claire langue française. Nouvelle édition bilingue. Presses du Châtelet, 2008
4. KASIMIRSKI Le Coran. Traduit de l'arabe par — . Chronologie et préface par Mohammed ARKOUN. Garnier-Flammarion, Paris. 1970

V - Notes

- 1) LE CORAN. Traduction nouvelle par le CHEIKH BOUBEKEUR HAMZA. ENAG / éditions. Alger. Algérie. 1989. &, surtout,
- 2) A propos de : « De fait, il s'agit de fausses problématiques pour être démenties par la nature même du Coran. En effet, il s'agit à l'évidence d'un code de lois (la charia) » : Par le terme « à l'évidence » nous entendons l'aspect phénoménologique du questionner. Le cas contraire serait un déni de réalité. Puisque méthodologiquement il s'agit du primat du donné phénoménal sur le conceptuel. À moins de

faire la preuve qu'il s'agit de contradiction(s) méthodologique(s) et non de la phénoménalité du phénomène même quand même il s'agirait d'apories ; nous ne les réduirions sans doute pas (ces apories) en travestissant la phénoménalité du phénomène et en pervertissant son entendement. Pour plus clair, il serait incompréhensible de lire dans la phrase : « **Olivier** est en train de **cueillir** les olives de son exploitation. », lire quelque chose, une fois *interprétation, commentaire* et *exégèse* convoqués ; lire quelque chose comme : un **homme imprégné d'olives** (olivier ; d'où l'hypersème l'«**oint** ») ou bien un **homme vénérable** (tel que l'olivier millénaire) est en train de **confesser** (pour un « cueillir » traduit désormais par « **recueillir** ») ou bien en train d'**appréhender** (pour le « **cueillir** » *de la police*) les olives **sous sa férule** (au sens de l'exploitation de l'homme par l'homme ; il s'agit de l'exploitation des olives par l'homme puisqu'il est exploitant...). L'étrangeté, voire le ridicule de telles idées n'aurait peut-être rien à envier aux embrasements intellectuels d'un professeur BERQUE dans sa traduction du Coran ; je cite, un exemple, parmi tout le reste :

Saugrenu appendice

Note du traducteur in sourate LA CAVERNE:

L'orientalisme [...]. Il insiste sur les sources comparatives des **légendes** des Sept Dormants et du **Bi-Cornu, généralement assimilé à Alexandre**.

Dhû'l-Qarnayn (Alexandre ou le Bicornu) : XVIII, 83-98 (**Index**. In **LE CORAN** (sic). Essai de traduction de l'arabe annoté et suivi d'une étude exégétique par Jacques Berque. Editions Sindbad, Paris, 1990.

Notre commentaire

En effet, comment peut-on s'arrêter ne serait-ce qu'une seule seconde sur l'éventualité que Alexandre le Grec eût pu être un Messager ou un Prophète au sens de l'islam ? Un Messager de Dieu célébré ainsi dans le Coran ? Et s'il n'est à l'évidence question que de « légendes », par ailleurs immense contradiction avec toute la lexicosémantique coranique, en effet, terme manifestement proscrit, honni, condamné par la lettre même du Coran ; pourquoi s'en encombrer dans ou autour d'un texte qu'on intitule, d'abord et séparément du reste : **LE CORAN**. Rien ne justifie de reproduire toutes les insanités qu'on trouve dans la documentation traditionaliste. Ceci ressemble au propos de ceux qui voient en Akhnaton le premier monothéiste donnant à croire aux non spécialistes qu'il le fut au même titre qu'Abraham, Moïse et les prophètes (au sens dont nous parlons). Comme d'autres ne cessent d'associer Démocrite à l'atomistique du XXe siècle et d'autres les chimistes après Lavoisier aux alchimistes médiévaux...

Remarque : nous reviendrons sur le terme « légendes ».

« *Pour une préférence* » (dixit J. BERQUE).

Note in La Caverne :

v 16, 19, 20, 21. Le texte emploie la 2e personne du pluriel, sauf dans sa dernière occurrence, où il passe à la 1re personne. Nous **avons préféré harmoniser** en adoptant la 1re.

Notre commentaire

Le traducteur propose au **lecteur, qui croit lire une traduction** conservant et préservant le **Texte originel** ; le traducteur propose au lecteur ses « **harmonieuses préférences** », ses « adoptions »... ce qui nous renvoie aux altérations grammaticales de toutes sortes. De quelle autorité ?

Option pour l'in vraisemblable.

Note in Les Redans, v. 157

157 en faveur de ceux qui suivent l'Envoyé, **le Prophète maternel**, qu'ils trouvent chez eux inscrit dans la Torah comme dans l'Évangile : [...]

Notre commentaire

Tout ceci ne nous semble ni justifié ni justifiant, et pourtant le traducteur persévère :

[...] Nous estimons plutôt que la nuance s'apparente à ce qu'évoquent les notions coraniques de fitra, ikhlâç, hanîf, à savoir une spontanéité que n'a pas déformée l'altération. D'où la traduction que l'on a **osée, et dont le moindre titre, à nos yeux, n'est pas d'insister sur l'apport féminin (comme dans les mots dérivés de r.h.m.). Muhammad avait été orphelin de père, et le Coran insiste sur cette qualité**, cf. XCIII,6.

Nous nous étonnons alors de la tergiversation du traducteur et, pis, d'avoir tranché pour la traduction, pis qu'improbable, la plus impropre. Que veut dire : «... *le Prophète maternel* » ? ; pour se confondre ensuite dans toutes ces mises au point qui ne convainquent personne (en gras dans la citation ci-dessus).

Pour en saisir la portée du ridicule ; qu'un professeur de traduction se voie lire ceci dans la copie de l'un de ses étudiants.

Cf. notre essai, à paraître « Traduction du Coran ; entre *allophasie* et *faux* en écriture. Pour une heuristique de l'*omission*. Essai de déconstruction d'une *transdiction*. » Titre : Remarques sur quelques annotations du traducteur (J. BERQUE).

3) Etrangement resté cerclé de positivisme effaré, moment d'aveuglement du philosophe converti au scientisme le plus furieux et non moins naïf. Puisqu'il **a cru** que l'homme pouvait **se passer de croire** au motif que des savants ont découvert et/ou inventé des choses ! N'est-ce pas quelque part proposer aux hommes de remplacer leurs existences — sous modalités exclusives de récits — par des formules de chimie ou de calcul mathématique ?

En fait Auguste COMTE a confondu philosophie et idéologie politique de l'espèce la plus redoutable : la démagogie.